



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-4-16/2023-4-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 16 avril.

Les rebelles du M23 accusés de pillage de plus de 300 bovins à Bwito. Ils auraient également emporté des volailles, des biens de ménage des habitants ainsi que de petits commerces. Ces rebelles, sont arrivés dans ces villages pour rechercher les membres d'une milice locale, avec lesquels ils s'étaient affrontés la veille. Ne les ayant pas trouvés, ils ont tiré des coups de feu en l'air pour faire fuir la population ; avant de piller ces villages.²

Matadi : lancement de travaux préliminaires de construction de la route entre l'Angola et la RDC. Les travaux préliminaires de la construction de la RN14, tronçon de 4 km compris entre la frontière Congo-Angolaise de Noqui et le rond-point Kinkanda, ont été lancés le 15 avril. Ces travaux, consistent à l'ouverture et à la construction des ouvrages d'art, au rechargement de la latérite sur la chaussée ainsi qu'au compactage.

Kwilu : près 70 ménages sans abri à la suite des inondations. Il s'agit en grande partie, des habitations construites le long de la rivière Kasai qui sont le plus touchées. Même la maternité de ce quartier rural de la commune de Basoko est sous l'eau pour l'instant.

Kinshasa : lancement officiel de la chambre de commerce, d'industrie et de services. Tout en saluant cette initiative, le professeur Mukoko Samba, expert des questions économiques, pense que la CCIS constitue une occasion pour les opérateurs économiques congolais de s'ouvrir davantage au monde : « Il n'est donc pas possible à une entreprise de vivre ou de prospérer de manière isolée. C'est donc une très bonne chose de voir les entrepreneurs congolais de différentes tailles mais surtout de taille modeste se réunir dans une chambre de commerce, d'industrie et de services pour non seulement s'entraider, se former mutuellement, profiter des carnets d'adresses des uns et des autres. Mais aussi, aller ensemble à l'abordage des marchés étrangers, nouer des partenariats avec des entreprises étrangères parce qu'il ne faut pas oublier que s'il y a une donne qui va dominer le monde, surtout en Afrique dans les années à venir, c'est l'intégration des économies.

Butembo : l'ONG REDHO interpelle la mairie sur l'insalubrité. Le Réseau pour les droits de l'homme appelle la mairie à activer ses services afin d'évacuer les immondices qui exposent la population, en particulier les personnes qui exercent leurs activités au centre commercial, à plusieurs maladies. « Plus de quatre mois, aux carrefours de la ville, on rencontre des poubelles qui ne sont pas évacuées ou parfois évacuées, mais avec retard. Nous lui demandons de tout faire pour trouver une solution à cette question ». Le maire de Butembo, appelle quant à lui la population à l'appropriation des travaux communautaires, communément appelés « Salongo », tel

que programmé chaque vendredi entre 6 et 10 h. Pour lui, c'est une manière d'accompagner l'Etat à assainir la ville.

Lomami : lancement du Programme de développement local de 145 territoires. Il sera question en premier lieu de construire deux écoles modernes au chef-lieu du territoire de Kabinda : il s'agit de l'Ecole primaire Mesu Kui Shinda et l'Ecole primaire Mutamba.

Sama Lukonde : « Les premières cartes d'identité seront délivrées à mi-2023 ». C'est ce qu'a annoncé le premier ministre lors de la 94ème réunion du conseil des ministres tenue le 14 avril. Pour sa part, le Président de la République a annoncé au Conseil la mise en œuvre, dans les prochains jours, d'un Conseil consultatif présidentiel pour le pacte national de l'agriculture et de l'alimentation (CCP-PNAA). Cette structure consultative aura pour mission de coordonner la formulation des orientations stratégiques ainsi que d'assurer le suivi des engagements pris par toutes les parties prenantes à ce pacte.

Alain Berset : « La Monusco est un acteur essentiel pour la stabilité de l'Est de la RDC ». « La Suisse soutient la Monusco dans l'accomplissement de son mandat », a affirmé le président Suisse, lors de sa conférence de presse le 15 avril à Bukavu. Il réagissait ainsi au regard des récentes attaques contre la Monusco dans l'Est de la RDC. Il se dit aussi conscient de la nécessité de faire un bilan transparent et honnête sur la mission onusienne afin de mieux appréhender l'avenir : « il y a un bilan à effectuer sur le mandat de la Monusco, on doit se poser dans le bilan, ce qui a été fait, ce qui a fonctionné, ce qui a pu aider, ce qui n'a pas fonctionné ». Alain Berset a visité quelques projets appuyés par la coopération suisse au Sud-Kivu : l'hôpital de Panzi du Dr Denis Mukwege, le centre d'apprentissage au métier dans l'espace Kivu et une centrale de distribution des médicaments. La Suisse alloue un budget de 30 millions par an pour ces projets. Après ces visites, il a tenu une conférence de presse à Bukavu et il s'est dit touché par la résilience, la force à laquelle les populations de l'Est font face à ces souffrances.

Il dit faire confiance au rapport d'experts onusiens, qui confirme le soutien du Rwanda aux rebelles du M23.

Goma: le président suisse informé sur le travail de la mission onusienne en RDC. « Il s'agissait de leur expliquer ce que nous faisons en matière de protection des civiles en appui au gouvernement et aux forces de défense et de sécurité. Donc, aussi bien sur le plan de la protection physique avec le dispositif militaire de la MONUSCO que l'engagement communautaire et le plaidoyer que nous faisons avec le gouvernement pour la neutralisation des groupes armés », a déclaré Le représentant spécial-adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC. Le même dimanche, le président de la Confédération suisse a rendu hommage aux casques bleus tombés sur le champ d'honneur en RDC. Après cet hommage, il a visité le centre des opérations de la Monusco au Nord-Kivu.

Hausse des prix à Mbuji-Mayi : autorités provinciales et opérateurs économiques se concertent. Pour le ministre provincial de l'économie, les opérateurs économiques ont soulevé plusieurs problèmes, notamment celui lié au transport de leurs marchandises vers Mbuji-Mayi. « Bientôt, la province aura une disponibilité de locomotive et de wagons, dont il y a déjà une équipe qui est mise en place pour travailler sur ça. D'ici la fin du mois prochain ou le mois prochain, il n'y aura pas de problème de transport au niveau provincial », a-t-il promis.

La zone de santé de Bunia dotée d'une chambre froide pour la conservation de vaccins. Selon le chef de Division provinciale de la santé en Ituri, cette chambre froide, d'une capacité de 10 mètres cubes, peut conserver plus de six mille doses des vaccins pour les enfants de zéro à douze mois et les femmes enceintes.

Bunia : plaidoyer pour le désengorgement de la prison centrale. Le directeur de la prison centrale de Bunia (Ituri), a savoir « notre prison a une capacité d'accueil de 500 personnes mais elle héberge 2 184 détenus. C'est trop. Cette surpopulation carcérale engendre d'autres conséquences dont la difficulté de la prise en charge alimentaire, médicale et la promiscuité des pensionnaires. la gestion de cet établissement pénitentiaire nécessite beaucoup de moyens ». C'est dans ce cadre qu'il a sollicité l'intervention de tous ceux qui en ont les moyens.

Beni : sensibilisation contre l'exploitation économique des enfants. Le président du Parlement d'enfants de Butembo-Lubero, a appelé à la responsabilité de tous afin de combattre cette pratique qui expose les enfants à plusieurs dangers et compromet leur avenir, surtout sur le plan éducatif. Il a par ailleurs demandé aux parents de garantir l'avenir de leurs enfants en les gardant en famille et en les envoyant à l'école.

Ituri : la Monusco condamne le massacre de 44 personnes à Djugu. Le chef de bureau de la Monusco en Ituri, condamné, le 15 avril, les massacres de la Codeco contre 44 civils au village Kilo. « Il est temps que ce massacre arrête ». Il a indiqué que la Monusco travaille sans relâche au quotidien aux cotés des Fardc et du gouvernement congolais pour restaurer la paix en Ituri. « Nous avons six bases avancées à Drodoro, Mero, Fataki, Djina, où nous travaillons aux cotés des Fardc pour protéger plus de 800 000 déplacés. Hier encore, les

troupes de la Monusco du côté de Ndalia, à quelques km d'Irengeti ont appuyé les Fardc pour repousser les ADF. Il y a quelques jours, nous avons travaillé aux côtés des Fardc pour repousser les ADF à Lolwa ». Il a appelé tous les Ituriens à ne pas se tromper d'adversaires et à travailler avec la mission onusienne pour la paix et la cohésion dans cette province.

Kwamouth : un chef local invite Felix Tshisekedi à restaurer la paix au plateau de Bateke, pour permettre à la Ceni d'organiser l'opération d'enrôlement des électeurs. Il redoute que les Congolais de ce coin du pays puissent rater le processus électoral. Selon lui, la situation sécuritaire reste toujours préoccupante dans le territoire de Kwamouth car les habitants de certains villages passent encore nuit dans la forêt par peur des assaillants qui promettent d'attaquer leurs villages. Il cite le cas du village Bisiala.

Haut-Katanga : formation de près de 200 observateurs électoraux à Kasumbalesa, par le Comité de suivi des actions du chef de l'Etat (COSACE). Pendant quatre jours, les participants à cette session ont appris plusieurs notions dont la ponctualité aux centres électoraux. Cette formation intervient après celles qui ont eu lieu à Kolwezi (Lualaba) et à Lubumbashi (Haut Katanga).

Le député Kanyi appelle à la justice de proximité pour restaurer la paix en Ituri. « Il faut rendre effective la justice de proximité car le tribunal de paix répond à ce besoin », a laissé entendre cet élu de l'Ituri. Il a également plaidé pour le renforcement de l'autorité de l'Etat dans toutes les entités de l'Ituri afin de permettre à la population de ce coin de vivre en paix. Ce cadre de l'UDPS a estimé qu'il faut installer au niveau de ces entités territoriales ce qu'il appelle « les cellules permanentes de pacification ». Ces structures seront, selon lui, constituées d'un groupe de gens, des notables épris de l'esprit de paix pour rechercher la paix dans leurs petites entités. Ce député honoraire a également appelé les services de l'Etat à travailler dans l'esprit de gagner la confiance de la population et de renouer cette relation perdue entre la population et l'Etat.

Lundi 17 avril.

Nord-Kivu : la réunion de clarification du mandat de la force de l'EAC attendue ce mercredi à Goma. Cette réunion est précédée, ce lundi, par les travaux des experts des pays membres de l'EAC. Ces derniers vont se pencher sur les rapports des chefs des renseignements militaires et chefs d'état-major depuis l'arrivée de différentes troupes sur le sol congolais. Les avis sont partagés sur la perception de la force de l'EAC, dans la capitale provinciale du Nord-Kivu. Pour certains acteurs sociaux gomatrasiens, cette réunion est très attendue car elle va permettre de clarifier le mandat de la force de l'EAC. Pour sa part, l'analyste politique Dady Saley n'apprécie pas le fait que le gouvernement congolais fasse confiance à l'EAC.

Est de la RDC : Alain Berset appelle à la création des conditions de paix. « Il faut créer des conditions de la paix parce qu'il n'y a pas de prospérité durable possible sans la paix. Ça, c'est un élément extrêmement important auquel la Suisse est très fortement attachée ». Après avoir échangé avec les populations déplacées qui vivent les conséquences de la guerre actuelle au Nord de Goma, le président suisse dit garder des moments d'humanité. Il a insisté sur le respect de la souveraineté territoriale de la RDC. Membre du conseil de sécurité de l'ONU, depuis le 1^{er} janvier dernier, la Suisse aura un débat important sur la protection des populations civiles. « C'est une des raisons d'ailleurs de ma présence ici, pour voir le terrain et pour pouvoir aussi porter ces réflexions et porter les conclusions que nous pouvons tirer de ces visites dans ce débat », a conclu Alain Berset.

Kinshasa : « Horizon 2023 » forme plus de 350 personnes sur le processus électoral. Cette session de formation a notamment planché sur les fondements de 'Horizon 2023', la raison de sa création et le Vade mecum du candidat. La sortie officielle de la plate-forme « Horizon 2023 » est annoncée pour le 20 mai prochain.

Ituri : les miliciens de la Codeco incendient plusieurs maisons, 5 morts à Djugu. Ces hommes armés se sont introduits dimanche soir dans la localité minière de Nzebi à 7 km de Mongwalu et ils ont progressé en tirant des coups de feu jusqu'aux quartiers Saio, Shuni et Dépôt à Mongwalu centre. Les Fardc ont répliqué pour repousser l'ennemi. Ces assaillants ont également kidnappé six personnes avant de causer plusieurs dégâts matériels dont le saccage de l'ancienne mine souterraine de Makala, appartenant à la Sokimo.

Le général Otávio Rodrigues appelle à la coordination des forces, opérants dans l'Est. « Nous avons maintenant dans les mêmes zones d'opérations plusieurs troupes. La clé du succès réside dans la communication et la coopération. J'essaie de convaincre les commandants des Fardc et les autres...que nous ne pouvons pas continuer à travailler sans coordination ». Il a annoncé une réunion importante avec tous ces acteurs, troupes de la Monusco, de la force de l'EAC, et de la coalition Fardc-UPDF, afin d'essayer de reprendre le travail ensemble.

Sud-Kivu : écoles, églises et routes détruites après le débordement de la rivière Gokwe à Kalehe, dans la nuit de samedi à dimanche 16 avril. « La destruction de l'EP Bubale à Makelele, l'église catholique de Makelele pour ne citer que ça. Et pour les routes nationales, c'est très catastrophique. Pour la RN2 Bukavu-Goma sur son tronçon Minova jusqu'à Luzira et sur la RN3 Bukavu jusqu'à Kisangani, le tronçon Miti-Parc national de Kahuzi Biega, Lukambika jusqu'à Hombo ». Nous demandons à la direction provinciale de l'Office des routes du Sud-Kivu d'intervenir en toute urgence aux différents endroits cités pour désenclaver le territoire de Kalehe.

Kasaï-Central : 7 personnes meurent foudroyées à Dibaya, dans la nuit du 15 au 16 avril. Ce drame est survenu dans une famille où ces personnes sont allées visiter un nouveau-né. Parmi les personnes mortes, six sont venues d'un groupement voisin et la mère du nourrisson. Le même jour à Kole, trois fillettes revenaient de la rivière lorsqu'elles ont été surprises par la foudre à Bena Dibebe, dans le territoire de Kole.

Tanganyika : 7 cas de décès maternels dans la zone de santé de Moba, en 4 mois. Le médecin chef de zone de santé de Moba, vient ainsi d'annoncer l'intensification dans son secteur de la campagne de sensibilisation des femmes pour la consultation prénatale. « Cette situation nous interpelle. Nous avons constaté après avoir fait les investigations de tous ces décès, que la majorité des cas ne suivait même pas la CPN. Ça montre que dans la communauté il y a cette ignorance ».

Kailo : les eaux du fleuve Congo envahissent de nombreuses habitations. « Le fleuve Congo traverse le territoire de Kailo de l'amont jusqu'à l'aval. Lorsqu'il déborde, c'est la catastrophe au niveau du territoire de Kailo. Tous les riverains de gauche et de droite sont submergés par les eaux du fleuve ». Corneille Bushiri, député provincial, appelle à une intervention urgente des autorités et interpelle les victimes de cette catastrophe, de ne plus continuer à construire leurs habitations sur ces mêmes lieux qui s'inondent régulièrement.

Butembo : panique au quartier Kimbulu à la suite d'une alerte à la bombe. Certains habitants ont dû abandonner leurs maisons pour se réfugier vers d'autres milieux environnants. Il ne s'agissait pas d'une grenade mais plutôt d'un boîtier de conserve usé d'un engin explosif déjà utilisé qui a été retrouvé dans un ravin par des passants. Cependant les services de sécurité n'ont pas retrouvé cet appareil sur le lieu de découverte ; car, il serait déjà emporté par les eaux de la pluie qui s'est abattue sur la ville durant la nuit.

Démenti de la coalition Lamuka : « Martin Fayulu demeure son candidat unique à la présidentielle de 2023 », a déclaré lundi 17 avril, le porte-parole de cette plateforme de l'opposition. Il rappelle que dans la déclaration commune des quatre leaders de l'opposition signée à Lubumbashi, il n'est nullement question d'une candidature unique. Cinq leaders de l'opposition, tous des candidats déclarés à la prochaine élection présidentielle, sont : se Martin Fayulu de l'Ecidé ; Augustin Matata Ponyo de LGD ; Franck Diongo de MLP ; Delly Sesanga d'Envol ; Moïse Katumbi d'Ensemble.

Patrick Muyaya dénonce "une nouvelle provocation" de Paul Kagame. Ce dernier a affirmé qu'une partie du territoire rwandais avait été cédée à la RDC, par le colonisateur. Selon lui, cette situation est à la base des conflits qui perdurent depuis des décennies dans l'Est de la RDC. « Si le président rwandais a l'habitude de travestir l'histoire dans son pays, il ne le fera pas en RDC », a affirmé le porte-parole du gouvernement congolais, avant de poursuivre : "C'est une provocation. Et de toute évidence, il est important pour nous de ne pas donner échos à ce discours parce qu'il tend à changer le cours du débat dans sa stratégie de manipulation habituelle". Il rappelle par ailleurs qu'un accord de démarcation définitive des frontières avait déjà été signé à Goma en juin 2018.

Mardi 18 avril.

Élèves et déplacés de guerre cohabitent dans une école d'Oicha depuis 8 ans. Les élèves de l'institut Mabalako d'Oicha dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) ont boycotté les activités scolaires le 17 avril, menaçant de déloger les déplacés qui occupent leurs salles de classe depuis 2015. Ils sont plus de cent personnes qui cohabitent avec les élèves de cette école secondaire. Ces déplacés ont transformé ce bâtiment scolaire en abris définitifs, ne sachant plus où aller. Selon les élèves « on n'étudie pas la première heure. On arrive souvent à l'école et les déplacés dorment encore. C'est à nous de les réveiller pour qu'on étudie. Ils sont en train de casser nos pupitres, ils fument du chanvre dans la cour. Les conditions hygiéniques sont déplorables ». Selon le préfet des études de l'institut Mabalako, ces déplacés bénéficient de l'assistance humanitaire et en cash, mais n'acceptent pas de vivre dans la cité, ni de rejoindre le site des déplacés à Oicha, sous prétexte qu'ils ne se sentent pas en sécurité.

Nord-Kivu : UNHAS peint en orange sa flotte aérienne pour améliorer la sécurité des humanitaires, en remplacement de la couleur blanche. Cette mesure de sécurité du Programme alimentaire mondial (PAM) intervient un mois et demi après l'incident du 24 février dernier, où un hélicoptère du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), a essuyé des tirs à 10 minutes de Goma, lors de son vol retour de Walikale. Les trois membres de l'équipage et les dix passagers à bord de l'hélicoptère étaient, tout de même, sortis indemnes. Depuis début 2023, le PAM précise que UNHAS a déjà transporté plus de 10 000 travailleurs humanitaires, plus de 160 tonnes de fret essentiel et a déjà évacué au moins 41 personnes nécessitant des soins médicaux urgents.

Ituri : une centaine de combattants de la Codeco et FPIC déposent volontairement les armes, le 17 avril. Après avoir remis leurs armes, les combattants se sont par la suite pliés à l'opération d'identification et de contrôle pour l'obtention de leurs cartes de démobilisation. Une centaine d'ex-combattants dont des jeunes filles, membres de ces deux groupes armés, se sont également prêtées à cet exercice. Le gouverneur de province de l'Ituri, a indiqué que « le sang des citoyens innocents a trop coulé en Ituri. Il est temps, de faire la paix ». Il a demandé aux combattants réfractaires au processus de démobilisation de rejoindre leurs anciens compagnons qui ont choisi « la voie de la raison » et a invité les membres des communautés locales à sensibiliser « leurs fils égarés afin qu'ils acceptent de déposer les armes ».

Assemblée nationale : interpellation du ministre des Travaux publics sur la dégradation des routes nationales dans l'Est. Dans sa lettre d'interpellation déposée au bureau de l'Assemblée nationale, le député national Jackson Ausse, l'élu de l'Ituri fustige « l'inexistence de presque toutes les routes ». Il souligne que cette situation « crée une crise économique sévère et rend quasi impossible la circulation des personnes et leurs biens ». Faisant allusion à la dégradation des routes reliant la ville de Kisangani à d'autres entités de l'ancienne Province orientale, il se demande « pourquoi la population ne peut pas quitter Kisangani pour les autres coins de la grande Orientale alors qu'un gouvernement était censé construire et entretenir des routes ? »

Beni : les bénéficiaires du Fonds social de la RDC réclament leur allocation de deux mois. Le point focal du Fonds social de la RDC zone de Beni, reconnaît ce retard. Il explique « c'est une situation qui est liée à la migration. Avant on les payait cash. La recommandation est d'exiger à ce que le système soit bancarisé. Pour passer à ce système, il a fallu qu'on puisse identifier tous les bénéficiaires et il y a des contre vérifications à chaque niveau. Ce n'est pas l'argent qui manque mais le problème de migration du système manuel au système mobile money. La situation est en train d'être contrôlée ». Le Fonds social de la RDC compte quelque 750 bénéficiaires répartis à travers les trente quartiers de la ville de Beni. Ils sont affectés à la mise en œuvre des projets qu'exécute le Fonds social dans cette région du Nord-Kivu.

Goma : la Monusco lance un projet de sensibilisation communautaire sur les abus et exploitation sexuelle impliquant son personnel. Ce projet à impact rapide d'une durée de 3 mois a été lancé lundi par la section Conduite et Discipline (CDT) de la Monusco à Goma, lors d'un atelier de sensibilisation de ces acteurs. Ce projet intervient 8 ans après la mise en place du Réseau communautaire de base en charge de canalisation des plaintes (CBCN). Il s'agit d'un dispositif mis en place par la CDT pour collecter des plaintes dans la communauté. Ce travail se fait bénévolement dans la ville de Goma. « Aujourd'hui, ce projet va nous permettre de bien mener nos activités de dénonciation et d'orientation de tout cas de violence sexuelle commis par les agents de la Monusco », a affirmé le point focal de cette structure. L'objectif est de répondre aux nombreuses plaintes contre certains agents civils et militaires de la mission. Ce projet vise à créer une activité génératrice des revenus pour pérenniser les actions du réseau des sensibilisateurs contre les abus et exploitation sexuelles au sein des Nations Unies à Goma.

Bukavu : 4 personnes tuées dans un incendie, au quartier Cikonyi de Bagira, dans la ville de Bukavu. Les quatre victimes sont les deux parents et leurs deux enfants. Pour l'heure, l'origine de l'incendie demeure inconnue. La société civile regrette la survenue d'incendies à répétition dans la ville de Bukavu.

Kinshasa : la Fondation Emmanuel lance un appel de fonds pour la construction d'un hôpital à Inkisi. Selon la Communauté pentecôtiste Emmanuel, cet hôpital, en cours de construction, aidera la population de Kisantu, vivant sur la rive gauche de la rivière Inkisi, à avoir un accès facile aux soins de santé. Commencé avec des moyens du bord, la Fondation « cherche un coup de pouce qui peut aider à finaliser rapidement ce projet ». Ce projet d'hôpital prévoit la médecine générale, la radiologie, la chirurgie et une morgue.

Uvira : construction d'un bâtiment annexe de l'administration territoriale à Sange, avec l'appui financier de la Monusco. Ce bâtiment sera annexé à celui du Programme local de développement de 145 territoires (PLD-145T) à Sange même. Ce projet est mis en œuvre par la section des Affaires civiles de la mission onusienne. Il comprendra 6 bureaux, une salle de réception, une salle de réunion, une terrasse et quatre toilettes.

Affaire Kwamouth : 15 assaillants condamnés à mort. Ils sont reconnus coupables des actes de terrorisme, pillage et participation à des mouvements insurrectionnels dans l'affaire des attaques armées des villages de Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe. Les faits à leur charge se sont passés entre août et novembre 2022, sur l'axe routier situé entre les villages Mibe, Mutsheto, Shomaku et Bisiala sur la RN17, dans le secteur Twa.

Haut-Lomami: plus de 100 000 personnes sans logis à la suite des inondations. Ces pluies abondantes qui s'abattent dans la région depuis quelques semaines ont fait déborder les eaux du fleuve dans les deux territoires. A Bukama, les eaux ont envahi les maisons obligeant les occupants à abandonner leurs résidences et à chercher refuge ailleurs. A Malemba Nkulu le spectacle est presque le même mais les victimes sont moins nombreuses qu'à Bukama. Causes à l'origine de ces inondations : « combiné aux pluies, les orages avec vents violents, les constructions anarchiques associées au déboisement et les chaleurs intenses provoquent des inondations et cela se fait pratiquement chaque année. Le changement climatique est certainement le facteur influençant ».

Nord-Kivu: le Réseau contre le terrorisme exige des poursuites dans l'affaire des massacres de Kishishe et Bambo. Le Réseau contre le terrorisme, rappelle qu'il y a une semaine que les terroristes « M23/RDF » avaient libéré la zone qu'ils occupaient depuis novembre 2022. Depuis lors, les ONG des droits humains et les médias ont découvert des fosses communes et des ossements humains, établissant la gravité des exécutions sommaires. Ces éléments des preuves corroborent les rapports préliminaires établis en fin de l'année 2022 par le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC. Ce dernier avait confirmé que plus de 170 personnes étaient tuées, entre les 29 et 30 novembre 2022, en guise de représailles contre la population civile de Kishishe et Bambo. Il avait conclu que « ces violences ont été commises dans le cadre d'une campagne de meurtres, viols, enlèvements et pillages contre les deux villages, après des affrontements avec l'armée nationale ».

Kongo-Central : les déclarants en douane dénoncent la hausse du Système douanier automatisé (SYDONIA) de la DGDA. « On ne sait plus déclarer les véhicules d'occasion parce que la DGDA a configuré dans le système Sydonia, des valeurs prédéfinies, ce qui va à l'encontre de la loi réglementant le secteur de la douane ainsi que tous les textes réglementaires. Nous sommes réunis parce que nous avons trouvé que cela mettait en péril notre demeure, c'est-à-dire le secteur de la déclaration des marchandises en RDC, les répercussions risquent d'être dramatiques au sein de la population parce que c'est la population qui est le dernier consommateur... ».

Maniema: le député provincial Badisungu alerte sur les difficultés socio-économiques à Kabambare. Le premier problème, c'est le problème des infrastructures routières : toutes les routes et quelques ponts se trouvent dans un piteux état et nécessitent une réhabilitation urgente. Dans le secteur de la santé, il dit avoir constaté l'absence des partenaires pour appuyer les différentes zones de santé. Il y a aussi, l'insuffisance et ou l'absence du personnel soignant dans plusieurs structures de santé et manque d'approvisionnement en médicaments. Quant à l'éducation, "des élèves de Kabambare étudient dans les églises et dans quelques maisons des particuliers".

Djugu : les notables de Banyali Kilo dénoncent le contrôle de 13 groupements par la Codeco parmi les 15 que compte le territoire de Djugu. Ils ont également déploré les exactions que commettent ces miliciens contre la population notamment les meurtres, les enlèvements, les pillages et les incendies des maisons. Plus de 150 sites miniers sont également contrôlés par ce groupe armé. Ils utilisent même des machines pour extraire de l'or afin de financer leur groupe armé.

Ituri : 33 cas de violences sexuelles enregistrés au mois de mars à Bafwambaya, sur le tronçon Niania-Isiro dans le territoire de Mambasa. Des ONG locales fustigent le manque de soins de qualité pour les victimes et l'impunité des présumés auteurs de ces violences. Les victimes, dont l'âge varie entre dix et dix-sept, sont des filles démunies qui travaillent dans des puits d'or et des femmes qui circulent avec leurs marchandises dans les carrières minières. Les auteurs sont essentiellement des hommes armés en uniformes et des creuseurs artisanaux qui ne sont pas inquiétés. Ce qui encourage cette pratique dans ce milieu.

Développement de 145 territoires : 80% de la main d'œuvre recrutés localement au Sud-Ubangi. Il y a une main d'œuvre "qualifiée", qui est composée notamment des ingénieurs, des maçons, des charpentiers, des ferrailleurs. Tandis que la main d'œuvre "simple" concerne toutes les personnes habilitées à exécuter toute tâche. Ce programme permet également aux jeunes apprenants des métiers à faire des exercices pratiques dans les 41 chantiers développés à travers la province.

Est de la RDC : 266 groupes armés locaux et étrangers recensés par le P-DDRCS, dont 252 groupes armés locaux et 14 groupes armés étrangers. Ces chiffres concernent les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Tanganyika et Maniema.

Uvira : plusieurs habitations détruites à la suite des pluies diluviennes. De fortes pluies qui se sont abattues sur la ville la nuit du 17 au 18 avril, ont détruit plusieurs habitations dans les bas-fonds de Kilibula et Nyamianda, deux quartiers de la ville d'Uvira qui longent la rivière Kalimabenge.

Mercredi 19 avril.

Incertitude sur la tenue de la réunion des ministres de la Défense de l'EAC à Goma. Cette réunion ne va plus se tenir ce mercredi 19 avril à Goma, comme prévu. Les raisons de la non-tenue de ces assises, ni une nouvelle date de ce rendez-vous n'ont été communiquées. Cette réunion devra discuter de l'avenir de la force régionale, parce qu'il y a des points sur lesquels la RDC n'est pas d'accord dans la manière dont les choses ont fonctionné.

Maniema : 30 wagons des produits agricoles pourrissent à Samba faute de locomotives de la SNCC. Le maïs, le manioc, le riz, l'arachide et l'huile de palme devaient être transportés vers Kalemie (Tanganyika) et Lubumbashi (Haut-Katanga) par train. Les propriétaires de ces marchandises venus de Kindu déploraient le manque de wagons pour amener leurs marchandises jusqu'à leur destination.

Kinshasa : sortie officielle d'APA/MLC, un nouveau regroupement politique. « Le regroupement politique Alliance des partis alliés au Mouvement de Libération du Congo (APA/MLC) que nous mettons en place devra nous permettre de peaufiner des stratégies à travers notamment l'élaboration d'une vision commune afin de conquérir le pouvoir dans le cadre de notre appartenance à l'Union sacrée de la nation ».

Tanganyika : le ministre provincial de l'Environnement promet de mettre fin à la divagation des éléphants. Le ministre provincial de l'Environnement au Tanganyika précise « il y a nécessité d'étudier les causes qui font que les éléphants sortent du parc de l'Upemba. Ce n'est qu'à ce moment qu'il y aura une solution concrète pour le refoulement des éléphants et ainsi mettre fin à leur divagation ». Depuis 2020, ces mammifères en divagation causent d'énormes dégâts dont de pertes en vie humaine dans le secteur Kamalondo, du territoire de Manono.

Le PAM a assisté au moins 6,1 millions de personnes en 2022, sur 26, 4 millions en situation d'insécurité alimentaire en RDC. Ces personnes ont bénéficié notamment de l'assistance alimentaire et nutritionnelle vitale. «Ça ne couvre pas les besoins des populations en insécurité alimentaire en RDC parce qu'on continue dans ce contexte difficile. Dans l'Est, c'est surtout l'insécurité. Mais en général, on souffre des problèmes d'accès physiques et de manque de routes », a expliqué la directrice-adjointe du PAM en RDC.

Tshopo : le bâtonnier de Kisangani appelle à la restauration de la sécurité à Bolila. Selon des sources sur place, une tension règne depuis le 14 avril au village Bolila, où trois personnes, dont un policier, ont trouvé la mort lors de l'intervention de la police dans un conflit entre deux familles, après une mort naturelle d'une femme. Trois autres policiers sont portés disparus à ce jour. Me Aubin Akamba dit avoir adressé un memo au ministre provincial de l'Intérieur de la Tshopo pour solliciter son implication dans cette affaire, en vue de permettre à la population ayant fui leur milieu, d'y regagner.

Djugu : des déplacés de guerre font l'exploitation artisanale du gravier pour survivre. Plus de 30 déplacées de guerre exploitent, depuis une année, la carrière de gravier dénommé « Excellence » située dans le groupement Bedu-Ezekere, territoire de Djugu (Ituri). Elles font ce métier pour survivre. Ces femmes ont fui les atrocités des groupes armés dans leurs milieux d'origine, Komanda, Balazana, Nyangarai, Kunda et d'ailleurs. La cheffe d'équipe de ces femmes, assure « ce travail est insuffisant financièrement, ça nous aide momentanément. C'est un travail trop dur qui ne convient pas aux femmes. Mais nous le faisons pour subvenir à nos besoins primaires. » Les responsables de ces carrières saluent le courage de ces femmes. Cependant, ils font appel aux personnes de bonne volonté pour qu'elles appuient ces femmes en matériels de travail et de protection et sécurité individuelle dans la carrière.

Beni : 46 personnes interpellées lors d'une opération de bouclage à Ruwenzori. Onze mineurs dont huit filles figurent parmi les personnes interpellées. Cette opération avait pour but de mettre la main sur les auteurs des vols armés devenus, ces derniers jours, courants dans cette municipalité. Pour le moment, ces personnes interpellées sont en train d'être auditionnées par les services spécialisés.

Bunia : plus de 2 000 détenus de la prison centrale visés dans la campagne de sensibilisation contre la tuberculose. A l'initiative de la Division provinciale de la santé en Ituri, cette activité sera suivie de la vaccination contre la COVID-19. Cette campagne entend réduire sensiblement le taux de mortalité dans cette maison carcérale et assurer une meilleure prise en charge des détenus malades. A la prison centrale de Bunia, 93 malades souffrent de la tuberculose, 36 du VIH, ainsi que 12 de diabète. Ils sont sous traitement au centre hospitalier de la prison. Cette campagne va en outre s'étendre dans le site des déplacés de Kigonze pour dépister d'autres maladies.

Nord-Kivu : des déplacés de Rutshuru et Nyiragongo hésitent de regagner leurs villages. Ces déplacés ont affirmé, attendre le déploiement des Fardc dans leurs contrées avant d'y retourner. Selon des témoignages recueillis dans la zone, les rebelles du M23 ainsi que des militaires rwandais restent visibles dans la zone, habillés en tenue civile. Les habitants craignent également que des positions rebelles situées sur les hauteurs des collines dans cette zone n'ont pas été démantelées.

Kwango : paralysie des activités socio-économiques à la suite de la présence présumée des miliciens au Pont Kwango. La population de ce coin affirme vivre dans la peur au regard de ces informations, faisant état de la présence des miliciens venus de Kwamouth (Kwilu). Le ministre provincial de l'Intérieur du Kwango, a appelé la population au calme et à la vigilance, tout en rassurant avoir pris des dispositions sécuritaires.

L'UE, l'UNFPA et la Monusco assurent accompagner le gouvernement dans la promotion des droits de la femme. Ils l'ont dit à l'issue de l'audience avec la ministre congolaise du Genre, Famille et Enfant. « Nous sommes venus assurer la ministre de l'accompagnement de la Monusco et de la Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU dans l'exécution de son nouveau mandat, de ses nouvelles responsabilités », a déclaré la déléguée de la section Genre de la Monusco. Avec ses hôtes, la ministre du Genre a échangé notamment sur le renforcement des capacités des femmes candidates aux élections de décembre 2023.

Crise institutionnelle au Sud-Kivu : la société civile opte pour une femme à la tête de cette province. « La société civile demande au chef de l'Etat de trouver une voie transitoire. Soit trouver quelqu'un de plus ou moins neutre, rassembleur, soit alors, puisque la gestion des hommes a échoué, trouver une femme rassembleuse aussi, capable de gouverner cette province jusqu'à la fin de la mandature ».

Kongo-Central : une question orale adressée au gouverneur de province. L' élu du territoire de Lukula dit attendre du gouverneur de province la lumière sur un emprunt de 6 millions USD dans une des banques commerciales de Matadi et affirme vouloir également savoir le taux d'exécution financière et matériel des projets inscrit dans la gestion de ces fonds. Pour le vice-président de l'Assemblée provinciale du Kongo-Central cette question orale sera évoquée au cours de la réunion du bureau cette institution qui se tient ce mercredi 19 avril.

Kwango : le SYECO et le SYNECAT décrètent des « journées sans enseignants » à Kahemba. Ces professionnels de la craie exigent le paiement de 4 mois d'arriérés de salaires. « Que les parents gardent les enfants en famille jusqu'à ce que nous soyons payés. Nous demandons au gouvernement la résiliation du contrat avec l'Equity bank BCDC dès cette paie et de lier un contrat avec la Caritas ou une autre banque qui acceptera de nous payer mensuellement. » Leur dernier salaire touché à Equity Bank BCDC remonte au 22 décembre 2022.

Nord-Ubangi : plus de 12 000 signatures collectées contre la balkanisation de la RDC. Le parti politique Agissons pour la République (AREP) a affirmé avoir collecté, 12 000 signatures à Gbadolite contre la balkanisation de la RDC. Cette campagne se propose de mobiliser les Congolais contre les atrocités que les rebelles du M23 et l'armée rwandaise commettent dans l'Est du pays. Les signatures ainsi collectées serviront à appuyer la pétition que l'AREP compte déposer à l'Assemblée nationale, à la Monusco, à l'Union européenne et à l'Union Africaine et à l'ONU. Selon les initiateurs de cette initiative, l'objectif est de prouver à la face du monde, de manière documentée et expresse, que le peuple congolais reste uni et solidaire.

Lubumbashi : le prix du maïs continue d'augmenter. Un sac de la farine de maïs se vend jusqu'à 90.000 FC à certains endroits dans la ville de Lubumbashi, alors qu'il y a quelques jours il se négociait entre 50. 000 à 80.000 FC. Les Lushois ne caressent qu'un seul rêve, voir le prix de cette denrée alimentaire principale baisser. Ils comptent sur la récolte de maïs local, qui pourrait intervenir très prochainement.

Kasai-Oriental : plus de 700 cas de rougeole dont 13 décès depuis janvier. Cette épidémie touche les enfants de 0 à 59 mois. La zone de santé de Tshitenge vient en tête avec plus de trois cents cas, dont six décès. Le Dr Bonheur Tshitoku. justifie cette flambée de cas par le non-respect des échéances des journées de campagne de

vaccination de riposte contre la rougeole. Ce non-respect est dû au manque de moyens financiers ainsi qu'à la malnutrition chez les enfants. La dernière campagne de suivi a été organisée en 2019, alors qu'il fallait normalement l'organiser après 3 ans, en dehors de la vaccination de routine.

Lisala : un mort et des maisons incendiées après un match de football tendu. Une personne est morte et huit maisons incendiées lundi après accrochages qui ont eu lieu à l'issue d'une rencontre tendue de football entre deux groupes de jeunes appelés « Base Zaïre » et « Base Montagne ». Les forces de l'ordre ont dû tirer des coups de feu lundi pour disperser les jeunes de la Base Montagne en furie. Ces derniers sont allés incendier huit maisons à Bolikango. Ils vengeaient ainsi leur camarade mort de ses blessures. Au cours du match de football, dimanche, qui les opposait à Base Zaïre, il a été grièvement blessé et conduit à l'hôpital Notre Dame, où il a rendu l'âme le lundi.

Beni : des personnes tuées et d'autres prises en otage lors d'une nouvelle attaque des ADF à Samboko. La plupart de ces otages sont des cultivateurs. D'autres personnes, dont le nombre n'est pas encore connu, ont été également tuées le même jour par ces ADF. Les Fardc déployées dans la région ont réussi à libérer deux otages après échanges de tirs avec les assaillants. La société civile demande à l'armée de lancer les opérations dans cette contrée car les ADF ont érigé des bastions vers Tchanitchani, d'autres sur la rivière Samboko, à Mesele.

Jeudi 20 avril.

Bunia : arrivée de 100 camions après avoir été bloqués pendant une semaine sur la route Nizi- Gina-Iga barrière. Plus de cent véhicules transportant des marchandises et des produits pétroliers, qui étaient bloqués pendant une semaine sur le tronçon Nizi- Gina-Iga barrière, sont arrivés le 19 avril à Bunia (Ituri). Leur arrivée a été rendue possible grâce aux travaux de réhabilitation de ce tronçon lancés la semaine dernière. La reprise du trafic routier va permettre de réduire le prix des produits de première nécessité et des vivres sur le marché de Bunia.

Le tronçon Matete, Atche jusqu'à Pimbo n'est pas encore réhabilité. Ce qui constitue un calvaire pour les usagers.

La société civile s'engage à réaliser le contrôle citoyen du processus électoral. « Nous nous engageons dès maintenant, à travers tous nos membres, à réaliser le contrôle citoyen à cet effet, et à entamer des contacts avec les parties prenantes, en vue d'obtenir des avis et considérations sur le questionnement suivant : les élections libres et transparentes ont-elles une certaine garantie dans ces conditions ? » La société civile dit avoir constaté plus d'écueils que des points positifs lors des opérations d'enrôlement des électeurs dans les zones opérationnelles.

Kisangani : tenue d'un forum pour faciliter le fonctionnement du mécanisme de la justice transitionnelle. Cette rencontre a réuni les organisations de la société civile ainsi que les médias. Pour le coordinateur de la Coalition congolaise pour la justice transitionnelle (CCJT) « le concept lui-même est très peu connu des acteurs et ceux qui ne connaissent pas ce concept ne le matérialisent pas de manière attendue. Certaines personnes pensent que la justice transitionnelle vient remplacer la justice classique et on confond cette dynamique à une institution. Nous avons besoin que les gens aient une même compréhension et comprennent de quoi il s'agit. Qu'ils comprennent l'intérêt qu'il y a à matérialiser la justice transitionnelle dans la Tshopo », a-t-il soutenu.

La route Kinshasa-Kwango-Kwilu menacée de coupure, par une érosion qui a déjà coupé plus de la moitié de la largeur de la chaussée, précisément au village Ndjili dans le territoire de Kenge au Kwango. La situation est consécutive aux pluies abondantes abattues sur cette partie de la province du Kwango en fin de semaine. Le cadre de concertation provincial de la société civile du Kwango plaide auprès du gouvernement central pour la réhabilitation de cette route d'intérêt capital sur le plan économique. Principale voie d'évacuation des produits agricoles vers le centre de commercialisation à Kinshasa, la coupure de cette route aura un impact négatif sur l'économie de cette province ainsi que celle du Kwilu qui y ont placé leurs postes de péage les plus importants.

Première réunion du Cadre national de concertation des parties prenantes du secteur minier. Cette rencontre entend instaurer un dialogue permanent et participatif entre acteurs impliqués dans la gestion des secteurs pétrolier et minier. Ce forum se propose de réunir plus de 150 participants qui vont discuter des défis de la modernisation de l'exploitation minière artisanale en RDC. Le gouvernement a pris l'engagement, à travers le pilier 5 de son programme d'action 2021-2023, d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles pour réaliser le bien-être des populations. C'est dans ce cadre que le chef de l'Etat a lancé l'Initiative de transparence et de redevabilité dans le secteur extractif, de récupération et de restitution des ressources, objets de litiges étrangers.

La Semaine de la science organisée cette année dans 12 provinces du pays. Lancée officiellement à Mbanza-Ngungu (Kongo-Central), cette Xe édition se poursuit à Kinshasa. Elle connaît la présence du commissaire en charge de l'enseignement, des sciences, de la technologie et de l'innovation de la commission de l'Union africaine et du ministre congolais de la Recherche scientifique. Cette semaine se propose entre de « développer en Afrique une culture scientifique et technologique, promouvoir le savoir-faire dans ce domaine, et susciter des vocations ».

« L'Union africaine considère cette semaine scientifique comme une initiative exemplaire pour montrer aux autres Etats les bonnes pratiques en matière de développement d'une culture scientifique et technologique dans notre continent ». La clôture de la Semaine de la science et des technologies intervient ce samedi 22 avril.

Sud-Kivu : plus de 30 jeunes filles violées depuis janvier 2023 (Unicef), par des parties en conflit dans la province du Sud-Kivu. La cheffe du Programme protection de l'enfant à l'Unicef, a regretté que les violences sexuelles ne sont pas rapportées au Sud-Kivu. Et pour cause, les femmes mais surtout les enfants craignent de dénoncer leurs bourreaux. L'Unicef affirme avoir apporté de l'assistance médicale y compris la prévention du VIH aux victimes de violences sexuelles. Cette agence du système de l'ONU a en outre apporté des réponses psycho-sociale, juridiques de manière à lutter contre l'impunité.

Lubero : un commandant de la police nationale abattu à Bukunu. Ce drame est survenu vers la côte Ouest du lac Edouard dans le groupement Musindi. Deux autres personnes ont été grièvement blessées lors de cette attaque. Il s'agit de la femme de ce commandant et d'un militaire des Fardc. L'agglomération de Bukunu héberge de nombreux bandits armés et milices locales.

Ituri : 5 000 morts et 2 millions de déplacés enregistrés depuis 2017. Une centaine d'habitants de Bunia ont manifesté, le 20 avril, dans la matinée pour déplorer la persistance de l'insécurité dans leur province. Elle demande au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre des mesures contraignantes pour mettre fin aux violences des groupes armés dans leur province.

Maniema : REMED veut récupérer 3 182 enfants non vaccinés dans la zone de santé de Kailo. Pour se faire, le Réseau des Médias pour le Développement entend former les acteurs sociaux qui interviennent dans la chaîne des opérations vaccinales, comme les infirmiers. La campagne se fera avec l'appui financier de l'Unicef.

Kananga : plus de 30 jeunes formés sur les droits humains et le droit international humanitaire, du 17 au 19 avril. Ce forum a été organisé par LYREC avec l'appui du Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. Selon le coordonnateur provincial de LYREC au Kasai-Central, les jeunes doivent se mettre ensemble sur les questions des droits et s'engager pour qu'ils soient respectés dans la communauté.

Goma : la population décrie la spoliation d'un espace public de l'Etat. Cet espace est le seul qui donne à la population l'accès facile au lac. « Encore des réseaux mafieux dans la spoliation des biens de l'Etat au Nord-Kivu, viennent d'obtenir un jugement inique du TGI de Goma qui octroie à un privé cette parcelle qui servirait à la construction d'un quai d'accostage », a dénoncé le gouverneur. Cet espace nouvellement spolié rejoint la longue liste d'au moins six espaces spoliés par des privés, bien que couverts par l'Etat.

Haut-Katanga : plus de 2000 champs détruits après de fortes pluies à Pweto. Au regard du désastre causé par les eaux de pluie, les populations locales redoutent une crise alimentaire. On compte aussi plus de 1 600 maisons détruites. Les unes se sont écroulées, et les autres ont vu leurs toitures emportées. Plusieurs personnes sont sans abri. Les habitants des villages sinistres lancent un SOS aux autorités et aux humanitaires.

Tanganyika : deux femmes meurent piétinées par des éléphants. La première victime a été écrasée par les pachydermes au village de Kilato alors que la seconde a été piétinée à Kamalondo. Selon le chef de secteur de Kamalondo, sollicite l'intervention de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) afin de refouler les éléphants en divagation dans ce coin du pays.

Kasai-Central : le PNMLS plaide pour un accès sans discrimination des PVV aux soins. Le coordonnateur provincial du Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida (PNMLS) a souhaité que ces soins soient à la portée de tous les PVV, sans distinction ni discrimination. Il a également précisé que le Kasai-Central a été retenu comme province pilote de l'initiative appelée partenariat mondial pour l'élimination et la discrimination.

Kinshasa : Bintou Keita et Jean-Pierre Bemba discutent du pré-cantonement et cantonnement des combattants du M23. D'après la cheffe de la Monusco et le ministre de la Défense nationale et des Anciens

combattants, ce premier contact a été fructueux : « Notamment en ce qui concerne la réforme de secteur de sécurité. La question du pré-cantonement et du cantonnement des M23, tous ce qui est lié aussi à la politique de diligence voulu en termes de conformité des droits de l'homme. Et nous avons aussi parlé des sujets liés à la manière de gérer la traçabilité des armes et aussi la question de gestion des armes. Et beaucoup d'autres dossiers ».

Lubero : la localité de Vuyinga désertée à la suite d'affrontements entre deux groupes armés locaux. Ces affrontements ont fait deux morts du côté des Mai-Mai, Union des patriotes pour la libération du Congo, (UPLC) et ceux d'un autre groupe armé non encore identifié. A l'issue des combats, les miliciens du groupe armé non encore identifié ont occupé cette localité située entre les groupements de Luongo et Bulengya. Ce qui a causé une psychose au sein de la population qui, du coup, a déserté le village et vit en cachette. Elle craint la reprise des affrontements entre ces deux groupes armés, expliquent des sources locales.

Nord-Kivu: la société civile demande à Kinshasa et Kampala de concrétiser le projet d'asphaltage de la route Kasindi-Beni-Butembo. En juin 2021, le Chef d'Etat congolais et son homologue ougandais, lançaient en grande pompe les travaux de construction de cet axe routier, long d'environ 140 km qui ouvre la voie à l'Afrique de l'Est et à l'océan Indien à partir de Kasindi-Lubiriha. Cette construction devait être financée à hauteur de 60 % par l'entreprise indienne Dott Service Limited basée en Ouganda, et les restes par les deux gouvernements, à hauteur de 20 % chacun. Cependant, deux ans après, la société civile du Nord-Kivu affirme qu'aucun kilomètre de route n'a été asphalté.

Vendredi 21 avril.

Assemblée nationale : adoption du projet de loi sur la réserve armée de la défense. Ce projet de loi vise à organiser les réservistes de l'armée auxquels l'état-major militaire peut recourir pour assurer la défense de la République en cas de nécessité. Cette loi, votée à l'unanimité par 384 députés, sera transmise au Sénat.

La Cour des comptes lance les poursuites contre les auteurs de malversations financières. Etant donné qu'elle bénéficie de l'appui de toutes les institutions de la République, elle va lutter, sans relâche, pour la protection des biens et des deniers publics, affirme le procureur de la cour des comptes.

Nord-Kivu : au moins 7 civils tués par le M23 à Kasali. La population de Kasali s'est réveillée jeudi sous le crépitement des balles et autres bruits de bombes larguées par le M23, affirment des sources jointes depuis cette zone. Jusque vers la fin de la matinée de jeudi, les crépitements des balles étaient entendus dans cette entité. Le bilan de sept morts reste encore provisoire ; car le ratissage se poursuit dans les champs avoisinants.

Bunagana : les échanges commerciaux toujours supervisés par le M23. Les échanges commerciaux ont repris entre la RDC et l'Ouganda au poste frontière de Bunagana (Nord-Kivu). Mais le trafic se passe sous la supervision des agents de service nommés par la rébellion du M23, qui y a installé une administration parallèle. Cette situation crée un grand manque à gagner pour le trésor public. Le Nord-Kivu est la quatrième province qui mobilise le plus de recettes douanières en RDC. Depuis la chute de Bunagana, des opérateurs économiques ont trouvé une alternative pour contourner cette occupation par le M23. Beaucoup de marchandises passent maintenant par la frontière rwandaise, et arrivent à la grande barrière à Goma via la ville rwandaise de Gisenyi.

Beni : 9 corps des civils découverts après une attaque des ADF. Ces corps sont ceux des cultivateurs portés disparus lors de la dernière attaque des ADF mardi dernier à Samboko, un village du groupement de Babila-Bakaiko dans le secteur de Beni Mbau. On déplore également la disparition d'une dizaine d'autres civils depuis cette dernière attaque des ADF.

La Russie prête à appuyer la RDC dans la lutte contre le terrorisme. Selon l'ambassadeur russe, son pays attend poursuivre sa coopération militaire avec la RDC pour le rétablissement de la paix dans l'Est du pays. Il rappelle que l'an dernier, la Russie avait octroyé « une aide à la RDC. Il s'agit d'un lot très important d'armes et de munitions qui sont utilisées actuellement par les Fardc dans l'Est, dans les combats contre les groupes armés ».

Kindu : les musulmans célèbrent la fin du Ramadan, ce 21 avril. Les musulmans de tous les coins de la province du Maniema, bastion de l'islam en RDC, se sont présentés ce matin à Kindu dans plusieurs sites pour une prière d'action de grâce. A cette occasion, le chef d'entité de la Communauté islamique du Congo/Maniema, Sheikh Idi Saleh Manusura, « invite tous les musulmans et musulmanes de la province du Maniema d'observer cette journée par la prière, le partage aux autres et surtout aux personnes démunies, de ne pas revenir aux

mauvais comportements après cette période de purification des âmes ».Après la prière, s'en est suivi les moments de partage et de danse en famille pour clôturer ce mois. **Les musulmans du Sud-Kivu appellent les politiques de cette province à l'unité et à l'amour.** Ils ont lancé cet appel lors de la célébration de la clôture du mois de Ramadan au stade de la Concorde de Kadutu, à Bukavu. «Que Dieu nous donne la paix dans notre pays, que Dieu nous donne la force et la sagesse à nos dirigeants. Nous profitons de cette occasion d'appeler la classe politique de la province à l'unité, à l'amour, à la sagesse. Nous insistons à nos leaders politiques de mettre de côté les divergences, les querelles, la division. Ça n'apporte rien à la population du Sud-Kivu, de privilégier l'intérêt suprême de la population. Nous les appelons à la tolérance, au pardon mutuel », a déclaré le représentant de la Communauté Islamique du Sud-Kivu, Imam Saleh Radjabu.

Fizi : au moins 24 cas des tueries monitorés depuis janvier dernier à Tanganyika. Le dernier cas remonte à mercredi dernier à Nundu, où une femme âgée de 40 ans a été abattue devant la porte de son domicile vers 19h30 par deux malfrats. Ces assaillants ont fui à bord d'une moto vers Baraka. La société civile de Tanganyika a attribué cette insécurité à la circulation incontrôlée d'armes légères entre les mains des civils ainsi que la présence des groupes armés locaux et étrangers. Le chef de secteur de Tanganyika, a appelé les jeunes à se désolidariser de détenteurs d'armes et à les dénoncer auprès des services de sécurité.

Mai-Ndombe : évasion de 9 détenus de la prison d'Inongo. Ces neuf détenus, qui se sont évadés jeudi, ont creusé un trou dans le mur de la cellule principale avec les mains et sont parvenus à sortir. Selon le directeur de cette prison, des cas d'évasions des détenus sont récurrents dans cette prison. Presque chaque mois, il y a toujours quelques prisonniers qui réussissent à s'enfuir. Cette prison, construite en 1923, « n'existe que de nom », selon lui. Tous les murs ont vieilli et sont actuellement fissurés. Il n'y a même plus de toiture, ni de porte et fenêtres.

Nord-Kivu : la rougeole fait plus de 800 cas et 13 décès en une semaine. Le chef de Division provinciale de la santé au Nord-Kivu, a indiqué que la malnutrition, la promiscuité et l'hygiène précaire surtout avec la présence des déplacés, sont entre autres facteurs de la résurgence de cette épidémie. Il a affirmé qu'une prise en charge adéquate de cette épidémie est en cours avec l'appui du gouvernement central et des partenaires. Il a annoncé la campagne générale de vaccination à travers toute la province du Nord-Kivu pour faire face à cette épidémie.

Sud-Kivu : au moins 1 524 armes identifiées dans la garnison de Bukavu. C'est le résultat de l'activité de marquage d'armes organisée par la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée (CNC-ALPC) Sud-Kivu, appuyée par le service de lutte anti-mines des Nations Unies (UNMAS). Ce marquage a eu lieu au camp militaire Saïo de Bukavu afin de réduire la circulation illégale d'armes dans cette contrée. Le marquage d'une arme consiste à donner un numéro d'identification unique à cette arme. Une identification propre au pays pour enregistrer les informations relatives à cette arme dans le serveur centrale que gère la maison militaire de la RDC. Cette opération de marquage va se poursuivre dans les différents territoires du Sud-Kivu, comme l'a indiqué la CNC-ALPC.

Irumu : la Monusco dote la cité de Komanda d'un puits d'eau potable. Des habitants installés près de la base de la Monusco à Komanda bénéficient désormais de l'eau potable gratuite et d'autres viennent de loin pour s'approvisionner. Bien que le débit soit faible en raison de la très forte demande de cette eau naturelle, des habitants parmi lesquels des militaires et dont certains venus d'une dizaine de km de la base, continuent de défiler là pour s'approvisionner. Tous souhaitent que la mission onusienne renforce la capacité et le débit d'eau.

Goma : la prison de Munzenze bénéficie de 294 matelas, don de la Monusco. La prison centrale de Munzenze de Goma (Nord-Kivu) a bénéficié, jeudi 20 avril, de 294 matelas et de deux cellules réhabilitées par la société DJumadyna sur financement de la Monusco. Ces travaux ont consisté à la peinture mais aussi à l'assainissement de ces deux locaux au sein de cette maison carcérale. La remise en état de ces deux cellules vient résoudre le problème de casernement des détenus, après que l'incendie a embrasé la prison de Munzenze en janvier dernier. Au-delà de ces deux cellules, la Monusco a par ailleurs remis, le même vendredi, cinq ballons d'habits usagés et deux enveloppes des babouches aux détenus touchés par le sinistre.

Samedi 22 avril.

Le Nord-Kivu compte 1,2 millions de nouveaux déplacés en 13 mois (HCR), depuis la résurgence du M23 en mars 2022. Selon le HCR, les 1.2 millions de nouveaux déplacés au Nord-Kivu, portent à plus de 6,2 millions, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la RDC. Cependant, dans son axe d'intervention, le HCR, qui a un besoin de 232 millions USD « la situation dans laquelle se trouvent les déplacés est fort déplorable. Cela va

de l'abri, à l'eau potable, la nourriture, la protection contre les violences etc. Mon niveau de financement est inférieur à 20%. Mais nous continuons de mobiliser les bailleurs afin que ce financement puisse augmenter graduellement».

Sud-Kivu : un groupe de députés provinciaux portent plainte contre le gouverneur Ngwabidje. Vingt-six députés sur les quarante-sept qui composent l'assemblée provinciale du Sud-Kivu ont déposé, le 20 avril, une plainte contre le gouverneur Theo Ngwabidje à la Cour de cassation à Kinshasa. Selon l'un des plaignants, il est reproché au gouverneur de cette province plusieurs griefs dont la spoliation des maisons de l'Etat, le détournement des deniers publics. Cette plainte intervient alors qu'une crise divise les membres de cette assemblée provinciale. En effet, deux bureaux se disputent la gestion de cette institution législative depuis plusieurs mois déjà. Dans une correspondance adressée au procureur général près la Cour de cassation, le 21 avril, le député Lwamira a indiqué que c'est lui le président de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu et non le député Norbert Bisimwa et affirme donc que Norbert Bisimwa n'a pas qualité pour poser des actes au nom de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Kisangani : les victimes des guerres réclament le paiement restant de leur indemnisation. Cet appel a été lancé par le vice-président de l'Association des victimes des guerres de Kisangani, lors des funérailles d'un des leurs. Il regrette que la deuxième tranche de ce versement attendu depuis plusieurs mois, tarde à se faire alors que de nombreuses victimes meurent à la suite de la précarité financière. Selon lui, environ cinq cents victimes de guerre sont décédées de maladies diverses à Kisangani en l'espace de 23 ans faute de prise en charge adéquate. Le gouvernement congolais avait débloqué en septembre 2020, plus d'un million et demi de dollars comme 1ere tranche du montant qui leur est réservé. Katusi Etefa demande au gouvernement de respecter ses engagements en payant non seulement la deuxième tranche de leur indemnisation par l'Etat congolais mais aussi les indemnités versés par le gouvernement Ougandais, au titre de dédommagement des préjudices subis par les victimes lors de l'invasion de l'Est de la RDC.

Ituri : 17 militaires condamnés dans l'affaire de mutilation des cadavres commise à Djugu. Les faits remontent à juillet 2021, lors des opérations militaires pour traquer des combattants du groupe armé Codeco dans les localités de Bambu, Kobu et Itendeyi, dans le territoire de Djugu. Ils ont été condamnés au premier degré pour crimes de guerre par meurtre, mutilation de cadavres, ainsi que de pillages des biens de la population. Ils ont écopé de peines allant de cinq mois à un an de prison ainsi qu'au paiement d'amendes allant de 300 000 à 500 000 FC pour chacune des victimes. La société civile plaide pour l'indemnisation effective des victimes. La cour militaire a aussi condamné, le même vendredi, 10 civils accusés d'être des recruteurs des combattants au profit de la rébellion des ADF, à des peines allant de cinq à 20 ans de prison pour association de malfaiteurs et trahison.

Une tripartite RDC-HCR-Rwanda prévue en mai prochain sur la question des réfugiés, rwandais et congolais se trouvant de part et d'autre de la frontière entre de ces deux pays. Le HCR estime à 209 000, le nombre des réfugiés rwandais encore présents en RDC ; contre 81 000 réfugiés congolais se trouvant au Rwanda. Les 3 parties vont discuter afin que les deux Etats puissent rapatrier leurs ressortissants respectifs. La question liée aux réfugiés congolais et rwandais est l'une de cause de la crise actuelle entre les deux pays, impliquant la rébellion du M23.

Kinshasa : la société civile forces vives demande le retrait de la RDC de l'EAC. Le coordonnateur de la société civile forces vives de la RDC, estime, que le report de la réunion des ministres de la Défense de l'EAC qui devait faire l'évaluation du travail de cette force et repréciser son mandat, « est un mauvais signal pour la RDC ». Pour lui, les forces de l'EAC sont « des forces d'occupation ». Tout en appelant au retrait de ces troupes, il dit « ne pas s'expliquer pourquoi les Fardc ne peuvent pas circuler dans les zones libérées par le M23 ».

Beni : la communauté islamique appelle les jeunes à se désolidariser des groupes armés. Ce message a été lancé par les responsables religieux de la communauté musulmane dont l'autorité provinciale islamique, lors du culte de la fin du ramadan. Le chargé de la jeunesse, relations publiques et participation au sein de la communauté Islamique de Beni, adhère au message de son imam. Il a estimé que tant que certains jeunes vont continuer à servir de pистeurs aux groupes armés, l'insécurité perdurera dans la région.

Le Premier ministre promet des sanctions aux auteurs des actes de banditisme et de délinquance juvénile à travers le pays. Tenant compte de l'ampleur de ce phénomène, le chef du gouvernement a annoncé, dans les jours à venir, la tenue d'une réunion urgente sur cette question avec des ministres sectoriels ainsi que des services de sécurité concernés De nombreux observateurs s'accordent sur la nécessité de relancer l'opération « coup de poing», menée par Célestin Kanyama alors commissaire provincial de la police nationale à Kinshasa.

Vital Kamerhe attribue la flambée du prix de maïs à la faible production locale. Hormis la faible production locale, le ministre de l'Economie a noté plusieurs autres causes exogènes dont la réduction de l'offre zambienne, le cout élevé d'importation de cette denrée d'Afrique du Sud et la détérioration du climat dans la région. Il a assuré travailler, pour apporter une solution à cette question de rareté de maïs au pays. Le chef du gouvernement attribue cette pénurie à la rareté de ce produit agricole dans la partie Orientale de l'Afrique qui pousse les pays de cette région, comme la RDC, à s'approvisionner, auprès des pays de l'Afrique Australe.

Tanganyika : les députés provinciaux s'opposent à la fermeture de la pêche sur le Lac Tanganyika. Ils ont ainsi réagi à la mesure du ministre provincial de la Pêche du Tanganyika de fermer ce lac du 15 mai au 15 aout prochain. « On ne peut pas s'autoriser à dire qu'on ferme le lac pendant que ce lac fait nourrir tout le monde. C'est le lac qui donne du travail aux pêcheurs. C'est environ 37 000 pêcheurs à temps plein qui ne dépendent que du lac ». « Même au niveau de l'Unesco, le lac Tanganyika a été classé parmi les lacs les plus menacés de la planète, c'est un lac où les ressources sont en voie d'extinction, si rien n'est fait. On a dit la fermeture parce que c'est un moment de repos biologique où les poissons peuvent avoir des œufs et ils vont se reproduire, ils vont avoir des alevins qui vont aussi croître pendant ces 3 mois ». Le ministre provincial de la Pêche du Tanganyika a également précisé que cette mesure est un processus qui figure dans la charte régionale des Etats membres de l'autorité du Lac Tanganyika à savoir : la RDC, la Tanzanie, la Zambie et le Burundi.

Kolwezi : les anciens agents de la Gecamines cédés à KCC réclament leurs décomptes finals. « Nous sommes ici pour réclamer notre salaire de fin de carrière. C'était convenu par un commun accord entre la GCM et KCC et ce rapport disait que KCC devait payer les décomptes finals en lieu et place de la GCM. Mais curieusement, depuis 2006 jusqu'à ce jour, ces décomptes-là n'ont jamais été payés ».

Nord-Kivu : le CLC s'oppose à une éventuelle prorogation du mandat des forces de l'EAC. Le Comité laïc de coordination (CLC) rappelle que le mandat de la force régionale de l'EAC a expiré depuis le 31 mars dernier. Quelle est la base juridique qui permet à l'EAC de se maintenir sur le sol congolais au-delà du délai légal ? Le coordonnateur du CLC à Goma estime qu'« aucune prorogation ne doit être acceptée, si ce mandat n'est pas offensif et clair. Parce que des mandats flous parviennent toujours à nous mettre dans une situation de confusion. Le déploiement des FARDC dans les zones abandonnées par le M23, doit être clairement énoncé dans le mandat ». Il a rappelé qu'aucune négociation politique, spécifique ou spéciale, avec le M23 ne sera tolérée.

Dimanche 23 avril.

Ituri : sept miliciens de la Codeco tués dans un combat avec les Fardc à Bakonde, dans le secteur de Banyali Kilo. Un soldat de l'armée nationale est décédé au cours de ces accrochages. Certaines localités autrefois occupées par ces miliciens, telle que Sayo, Kodulu et Andisa sont passées sous le contrôle de l'armée. Ce samedi, la psychose est restée présente dans la région de Kilo depuis l'attaque meurtrière de Codeco de la semaine dernière qui avait coûté la vie à 48 civils.

Matadi : la police disperse une marche des déclarants en douane, le 22 avril. Cette marche est partie a été empêchée de progresser vers le quartier Safari par des éléments de la police, usant de gaz lacrymogènes. Il y a eu des interpellations. Et pourtant d'après ces déclarants, cette marche était pacifique. Elle consistait à dénoncer la hausse vertigineuse de la valeur en douane, laquelle d'après eux, met en péril le secteur douanier du Kongo central, et viole la loi régissant non seulement le code de douane, mais également tous les textes réglementaires et légaux en vigueur.

Kinshasa : la DGRK acquiert un nouveau logiciel numérique pour la collecte des impôts et taxes. Cette acquisition est le fruit de 8 mois de travail, avec des techniciens de la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK). Il est fait sur mesure pour cette direction. La société OKAB va aussi équiper la DGRK des moyens informatiques modernes. Le Directeur général d'OKAB, a indiqué que ce logiciel permet de manière automatique, de rappeler les assujettis qu'ils sont en retard de paiement. La collecte électronique des taxes permettra de réduire la corruption et d'élargir l'assiette fiscale de la ville.

Kwilu : les véhicules poids lourds interdits d'accès à Kikwit pendant la journée, depuis vendredi 21 avril. Désormais, les véhicules poids lourds ne vont circuler qu'avant 6 h du matin et après 18 h dans la ville de Kikwit. Le maire de cette ville, justifie sa décision par des multiples cas d'accidents provoqués par ces remorques. Depuis le début de cette année, 12 personnes ont perdu leur vie dans 4 accidents provoqués par ces véhicules remorques.

L'autorité urbaine a appelé les instances judiciaires ainsi que les services de sécurité de la ville à mettre en application cet arrêté. Il précise que des peines d'amendes sont prévues pour les récalcitrants.

Kindu : URCAM se dit préoccupée par l'insécurité dans la ville. Selon l'Union des radios communautaires et associatives du Maniema (URCAM) il ne se passe plus une nuit sans qu'on enregistre des cas de vol, viol et torture subit par la population de la part d'hommes armés. Le dernier cas est celui du coordonnateur de l'URCAM, le journaliste Kasimu Bin, qui a été blessé par balles dans son domicile par des hommes armés non identifiés. Les faits se sont déroulés le 21 avril. Ces bandits lui ont tiré deux balles aux jambes.

Goma : la Monusco assiste 110 enfants orphelins en vivres et produits non alimentaires. Cette assistance est constituée, de sacs de riz, de haricots, farine de maïs, huile végétale et un lot de vêtements. Elle est destinée aux orphelinats pour une prise en charge des enfants orphelins en ce moment où la ville de Goma est encore coupée de ses principaux axes d'approvisionnement. L'orphelinat « Flamme d'Amour » encadre 110 enfants pensionnaires, dont l'âge varie entre 1 et 14 ans, en plus des externes que le centre prend en charge sur le plan scolaire.

Nord-Kivu : le gouverneur dénonce la reprise de certaines positions par le M23, malgré le déploiement des forces de l'EAC. Le gouverneur de province du Nord-Kivu, n'a pas caché son regret, de voir le M23 reprendre, quelques positions qu'il avait abandonnées, il y a quelques jours dans certaines localités du territoire de Rutshuru notamment: « Curieusement, les contingents se sont déjà déployés. Mais, au moment où je vous parle, nous constatons aussi qu'il y a reprise des positions. La population semble être déçue avec le déploiement et l'exécution de la feuille de route de Luanda. Nous constatons que la feuille de route n'est pas respectée à la lettre ». De son côté, le commandant de la force régionale de l'EAC, le général Jeff Nyagah a assuré l'engagement des troupes sous ses ordres, à soutenir et protéger l'intégrité territoriale de la RDC.

La Ceni lance les journées portes ouvertes sur le processus électoral, du 25 avril au 4 mai 2023, à son siège de Kinshasa. L'objectif de ces journées est d'informer les parties prenantes de l'évolution du processus électoral en RDC. Le programme de ces journées prévoit une rencontre entre la Ceni et les médias le 25 avril. Les missions d'observation électorale accréditées seront reçues le 26 avril. Les organisations de la société civile opérant dans le domaine des élections auront leur journée le 27 avril tandis que les partis politiques, toutes tendances confondues, auront deux journées les 28 et 29 avril. Les confessions religieuses sont prévues pour le 2 mai alors que le 3 mai sera consacré aux organismes du système des Nations unies, les ambassades et les ONG Internationales. Les portes se fermeront le 4 mai avec les membres du gouvernement, le conseil supérieur de la magistrature, le Sénat et l'Assemblée nationale.

Ituri : la réhabilitation de la RN 27 entraîne la baisse de prix des produits sur le marché à Djugu. Au marché d'Iga barrière, à 27 km de Bunia, on observe une nette diminution de prix de certains produits agricoles en provenance de Lopa et Gina. La route menant à ces deux localités, avec ses dix bourbiers, était presque impraticable et le trafic y était interrompu. Aujourd'hui, avec le bouchage des trous sur la chaussée, les véhicules de transport en communs et ceux transportant des marchandises circulent sans beaucoup de peine. Ce qui permet le dégagement des routes de desserte agricole et l'acheminement de certains produits de première nécessité. Toutefois, d'autres axes ne sont pas encore réhabilités, tel que Gina, Sabe vers la rivière Tchuru jusqu'à Kotoni.

Bandundu : l'autorité islamique appelle à la paix, l'amour et au pardon entre communautés. « L'Islam est notre religion qui est en train de donner le message de la paix et de l'amour du prochain. Restons ensemble, même si vous êtes chrétien, ou musulman ou athée, restons ensemble avec paix et amour. Malheureusement ici nous voyons parfois le problème de racisme, des tribus qui sont en train de se bagarrer entre eux. Et après, ils sont en train d'adorer le même Dieu. Alors que notre Dieu c'est un seul Dieu, et nous habitons le même pays, les mêmes villages, mais pourquoi il y a des bagarres, il y a le dérangement, la religion nous enseigne l'amour et la fraternité».

Nord-Kivu : des positions des ADF signalées à l'ouest du groupement Bambuba Kisiki. « Nous alertons sur le mouvement et l'installation des positions des ADF dans la partie Ouest du groupement de Bambuba Kisiki plus précisément à Katwa Kasoya, à Mutweyi, Samboko. Tous ces village-là se situent à la frontière entre la province du Nord-Kivu et de l'Ituri. Mais sont des villages qui sont proches de l'agglomération d'Eringeti. Et souvent quand l'ennemi s'installe dans ces positions-là, c'est l'agglomération d'Eringeti, Mayimoya, Amboko Tchanitchani, Ndalya, Luna et une partie de Oicha et Mamove qui sont touchées directement".

Mbuji-Mayi : inauguration des travaux de construction de l'aérogare de l'aéroport de Bipemba. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Peter Kazadi, a procédé samedi 22 avril, à la pose de la première pierre pour les travaux de construction et d'équipement de l'aérogare passagers de l'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Ces travaux sont co-financés par la Banque africaine de développement (BAD) et

le gouvernement de la RDC dans le cadre de la 2^{ème} phase du projet priorité de sécurité aérienne à hauteur de plus de 120 millions USD, repartis pour les aéroports de trois villes : Kindu, Kisangani et Mbuji-Mayi. "Le terminal sera composé de deux circuits dont l'un pour les arrivées et l'autre pour le départ, entièrement séparé l'un de l'autre, et ce dans le respect des règlements internationaux en matière de sûreté aéroportuaire. Pour ses besoins en énergie électriques, le bâtiment sera doté d'une cabine basse tension équipée des transformateurs de 800 KVA. En ce qui concerne son fonctionnement, l'aérogare sera dotée de tous les équipements d'un système aéroportuaire moderne".

Lundi 24 avril.

Kikwit : les cas de malnutrition se multiplient parmi les 6.000 déplacés de Kwamouth et Bagata. Le ministère provincial des affaires humanitaires du Kwilu alerte « actuellement, nos services qui sont dans la ville de Kikwit, ont enregistré avec accompagnement de la société civile, un total de 6003 personnes déplacées. Ils sont venus de tous ces villages qui ont été attaqués par des assaillants dans le territoire de Kwamouth et aussi de Bagata. Ils sont là depuis plus de 5 mois et ils sont pour la plupart dans des familles d'accueil. Nous avons enregistré 59 cas de malnutrition sévère et nous avons aussi 15 enfants qui sont des enfants non accompagnés. Ces personnes déplacées sont dépourvues de moyen et leurs conditions de vie sont inhumaines. Le manque d'accès aux moyens de subsistance provoque cette malnutrition, qui frappe en grande partie les enfants ».

Tshopo : recrudescence des maladies d'origine hydrique à Banalia (zone de santé). Sur une population estimée à 177.800 habitants, seuls 24.824, soit 14% de la population totale, utilisent l'eau de quelques sources aménagées. « Toutes ces 4 sources sont polluées, contaminées, non réhabilitées, il y a même une source qui est à 2 m d'un cimetière, la population de Banalia centre consomme de l'eau qui est contaminée », a indiqué le médecin chef de zone de santé. Il plaide pour la réhabilitation de ces sources afin de juguler ces maladies dans cette entité. Il compte sur la bonne volonté de tous les membres de la communauté pour faire aboutir ce projet.

Conférence de l'OCDE: la société civile congolaise appelle à la transformation des minerais en RDC pour un partage équitable des intérêts. La société civile congolaise impliquée dans les mécanismes internationaux de suivi de l'exploitation minière a plaidé, ce lundi 24 avril à Paris (France), pour le partage équitable des intérêts issus de l'exploitation minière. Ce plaidoyer a été porté par l'un des acteurs de cette organisation, Joseph Dunia Ruyenzi, à l'ouverture de la session 2023 de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE), qui se tient à Paris du 24 au 28 avril. « Notre objectif, c'est de demander que nos minerais soient transformés dans nos pays pour qu'il y ait partage des intérêts qui sont dégagés dans les commerces internationaux des minerais ». Il ajoute que la société civile demande à l'Union Européenne (UE) et aux USA, de renoncer à la politique qui ne permet pas aux investisseurs de venir directement en RDC.

Kinshasa : près de 70 victimes de guerre de Kisangani présents dans la capitale se plaignent des violences policières. Une dizaine d'organisations de défense des droits de l'homme, affirment que ces victimes de la guerre de Kisangani ont été violentées, humiliées, tabassées, volées et même enlevées par des agents de la Police nationale congolaise devant la primature. Selon le coordonnateur national du mouvement populaire des commémorations, ces faits se sont déroulés, le 17 avril, alors que ces personnes participaient à une série de sit-in qu'elles ont lancée devant la primature. Elles manifestaient pour réclamer le solde de l'indemnisation qu'avait lancée le président Félix Tshisekedi en leur faveur, dès son accession au pouvoir. Il s'agit du solde de l'acompte payé en 2020 par le gouvernement Ilukamba. Il ajoute que les victimes de la guerre de Kisangani veulent aussi en savoir plus sur les 65 millions USD payés par l'Ouganda en septembre 2022 dans le cadre de l'exécution de l'arrêt de la Cour internationale de la justice (CIJ), comme indemnisation pour la guerre menée par ce pays dans l'Est de la RDC.

Sud-Kivu: plus de 780 ménages sont sans abris à la suite des inondations à Uvira, trois personnes ont également trouvé la mort, une autre est portée disparue et plus de 600 maisons sont détruites, 180 autres ont été inondées d'eau et de boue en une semaine. Ces centaines des familles ont trouvé refuge auprès des familles d'accueil. La désolation est toujours au comble pour les habitants qui voient la ville d'Uvira disparaître petit à petit avec des têtes d'érosions partout dans les quartiers et sur les artères principales. Les inondations sont aussi signalées dans le territoire de Fizi. A Kakone, sept personnes sont mortes emportées par des eaux des pluies. A Fizi comme à Uvira, les constructions anarchiques sur les lits et les embouchures des rivières seraient à la base de l'ampleur des dégâts. Cependant, certains habitants retrouvés sur les sites inondés expliquent avoir acquis leurs parcelles de manière régulière sur des terrains bien cadastrés.

Mbandaka : les étudiants de l'ISTM protestent contre l'insuffisance des salles de cours. La tension était vive ce lundi matin à l'ISTM Mbandaka. A la base de cette tension, une dispute d'auditoire entre deux

promotions. Les étudiants de 3e graduat en Sciences infirmières, ancien système, ont tenté d'envahir la grande salle qu'occupaient en premier, ceux de la première licence LMD, pour suivre des enseignements. Face à la résistance de leurs camarades, les étudiants de 3e graduat ont recouru au jet de pierre semant le désordre dans plusieurs auditoriums. Ces échauffourées se sont ensuite transformées en un mouvement de revendication pour la construction de plus d'auditoriums. Finalement, les autorités académiques sont intervenues pour calmer les étudiants. Le directeur général de l'ISTM/Mbandaka, a mis en garde ses étudiants contre les casses, en vue de « sauvegarder le patrimoine obtenu avec sacrifice dans une province à problème » et il a ajouté, sept nouveaux auditoriums, en cours de construction, seront achevés pour résoudre le déficit d'espaces d'enseignements.

Goma : 4 personnes blessées par balles en l'espace de 5 jours. Le comité de la jeunesse de la commune de Goma, déplore cette montée de cas de fusillades et demande aux autorités compétentes d'amorcer des enquêtes sérieuses afin de mettre la main sur leurs auteurs. Toutes les victimes sont dans un état critique et internées dans différentes structures sanitaires de la ville. Par ailleurs, la mairie de Goma dit avoir mis la main, samedi 22 avril, sur un réseau de criminels dans le quartier Bujovu à Kihisi.

Kindu : la SONAS mène une opération de contrôle d'assurance incendie. « Nous sommes en train de contrôler les documents d'assurance incendie obligatoire. C'est une assurance des capitaux qui couvre tous les bâtiments à utilité publique. Les magasins, les écoles, les salles de sport, tout ce qui est à caractère public y compris les bureaux administratifs. C'est parmi les assurances obligatoires dans notre pays », a expliqué la cheffe d'agence de la SONAS à Kindu. Cependant, elle s'inquiète de voir qu'au Maniema, les opérateurs économiques ne veulent pas déclarer leurs capitaux et se contentent uniquement des forfaits.

La présidence de la République lance un réseau d'échange entre les jeunes et le chef de l'Etat. Plusieurs jeunes ont été réunis au Palais de la Nation pour assister au lancement de ce réseau. A cette occasion, la conseillère du chef de l'Etat chargée de la jeunesse, lutte contre la violence faite à la femme et la traite des personnes, a exhorté les jeunes à être très actifs dans cette initiative qui vise à leur permettre de faire parvenir au chef de l'Etat leurs desideratas à travers des canaux de communication reliés directement à son cabinet. C'est donc l'ensemble de ces canaux qui constitue le réseau baptisé « Think Tank Minzoto » C'est seulement avec les jeunes qu'on peut développer ce pays, mais pour cela il faut qu'on puisse avoir un cahier des charges sur les situations de la jeunesse et savoir exactement quels sont leurs frustrations et trouver les solutions. Mais pour trouver les solutions, c'est eux aussi qui doivent trouver des solutions parce que c'est eux qui connaissent mieux leur situation ».

Bandundu : le projet REDD+ sensibilise sur la protection des forêts du Kwilu. Cette sensibilisation a été menée au cours d'un atelier, à l'occasion de la journée internationale de la terre dont le thème cette année est « Investir dans notre planète ». Cet atelier a été organisé en collaboration avec le gouvernement provincial du Kwilu. D'après l'expert du projet d'opérationnalisation du système national de surveillance forestière et des activités pilotes (REDD+) dans le Kwilu, est l'une des alternatives au changement climatique, provoquée par la déforestation. Il a, de ce fait, appelé la population à lutter contre la déforestation, étant donné que pour lui, la province du Kwilu est parmi les provinces qui doivent faire encore beaucoup d'efforts pour le maintien des forêts.

Pour cet expert, l'agroforesterie constitue l'une des alternatives pour lutter contre la déforestation. Donc, il faut aider la communauté d'abord à migrer vers les savanes, à quitter les forêts mais en associant la mise en place des cultures vivrières avec la plantation d'arbres, a-t-il indiqué. Ainsi par exemple, la communauté tire profit des arachides, des maïs, de manioc mais tout en plantant quand même des arbres. Le projet PIREDD à Kwilu est financé par l'Agence japonaise de coopération internationale, en partenariat avec le Fonds national REDD+.

Beni : le tribunal militaire condamne 4 personnes pour meurtre et viol à Kasindi. Deux soldats des FARDC et deux civils ont été condamnés à des peines allant de 2 à 15 ans de servitude pénale principale et à la prison à vie pour des infractions de meurtre et viol. Ce verdict a été rendu au cours de l'audience foraine qui se tient depuis bientôt deux semaines à Kasindi-Lubiriha, un poste frontalier avec l'Ouganda dans le territoire de Beni.

Ituri : paralysie d'activités économiques à Walendu Pitsi. Les opérateurs économiques ont décidé de fermer leurs commerces pendant une semaine pour exprimer leur ras le bol face à la recrudescence des attaques des groupes armés qu'ils subissent. Seuls les établissements scolaires et sanitaires fonctionnent pendant cette période de suspension d'activités. La société civile locale demande au gouvernement provincial de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette zone où onze civils avaient été tués la semaine dernière dans le groupement Linga.

Lualaba : l'incendie du lycée Mwanga plonge la ville de Kolwezi dans l'angoisse, ce lundi 24 avril matin. Plusieurs sources renseignent que le feu a été observé le dimanche dans la nuit du côté de l'internat de cet

établissement scolaire, qui encadre les filles. Les responsables de l'école ont tenté de l'éteindre. Mais contre toute attente, ce lundi matin, le feu avançait petitement jusqu'à atteindre les salles de classes où étaient déjà les élèves. Prises de panique, elles ont commencé à sauter du premier étage. Des vidéos qui circulent sur Internet montrent le bâtiment scolaire en feu, alors que des écolières sautent de l'immeuble, dans tous les sens. Dans une mise au point faite ce lundi, le ministre provincial de l'intérieur du Lualaba indique qu'il n'y a pas eu de mort mais beaucoup de blessés. Tous sont pris en charge dans les différentes structures médicales de la place.

Mambasa : plus de 300 malades de rougeole dont 4 décès en trois mois, dans l'aire de santé de Babila Babombi. Ces chiffres ont été fournis par l'infirmier titulaire de l'aire de santé de Babila Babombi. La population court un grand risque de contamination, car plusieurs malades se cachent encore dans la communauté qui accueille de nombreuses personnes déplacées venus de Byakato et Beni, s'inquiète l'infirmier. Ces malades qui n'arrivent pas à l'hôpital recourent à des traitements traditionnels. Il lance un appel urgent au gouvernement provincial et ses partenaires du secteur de la santé pour envisager le programme de vaccination porte à porte pour limiter la propagation de cette maladie.

Mardi 25 avril.

Les députés de l'Ituri accusent des militaires Fardc de massacre. Tout à commencer le 21 avril avec l'envoie, par l'auditeur militaire de la garnison de Bunia, de militaires, à minuit, pour arrêter une personne en conflit avec l'Etat congolais, souligne le député Jean-Claude Draza : « trois personnes non autrement identifiées mais habillées en tenues des Fardc, ont réussi à abattre sept personnes et faire plusieurs blessés ». Le député Patrice Autsai estime qu'il est inacceptable que l'auditeur envoie des militaires à minuit pour un conflit coutumier. « Le problème des terres est un problème civil. En principe, on ne devrait pas envoyer des militaires pour arrêter des gens pendant la nuit », a-t-il déclaré, appelant la justice à faire son travail dans cette affaire.

L'Afrique concentre à elle seule 95% de cas de paludisme enregistrés au monde. Deux cents quarante-sept millions de nouveaux cas de paludisme (malaria) dont six cents dix-neuf mille décès ont été enregistrés en 2021 à travers le monde. Et 95% de ces cas sont dans la région africaine, a révélé l'Organisation mondiale de la santé dans son rapport 2022 sur la malaria. Dans son rapport 2022, l'OMS constate que le déficit d'investissement dans la lutte contre la malaria s'est accentué au cours des 3 dernières années, passant de 2,6 milliards de dollars US en 2019 à 3,5 milliards en 2020, puis à 3,8 milliards en 2021. Pour l'OMS, il est donc capital dans cet environnement, de mieux utiliser les fonds disponibles, en faisant bénéficier le financement aux personnes les plus vulnérables qui sont moins en mesure d'accéder aux services et sont le plus durement touchées quand elles tombent malades. **Sud-Kivu : près de 335 300 cas de paludisme enregistrés en 3 mois.** Parmi elles, 316 118 ont été prises en charge et 176 cas de décès. Ces statistiques ont été publiées par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP)/Sud-Kivu, par Médecins sans frontières (MSF)/Hollande à Bukavu. **Kindu : le gouvernement provincial invite la population à lutter contre le paludisme.** En cette célébration de la journée mondiale de lutte contre le paludisme, le ministre provincial de la santé du Maniema, a appelé les habitants de Kindu à « l'utilisation correcte des moustiquaires, l'assainissement du milieu et la prise en charge, c'est-à-dire en cas où quelqu'un est malade d'aller vite consulter les centres de santé les plus proches ». La province de Maniema a notifié plus de 800 000 malades de paludisme dont 1900 sont décédés en 2022. **La Pharmakina produit près de 10 millions de cures par an.** Celle-ci figure dans le top 3 des plus grands producteurs mondiaux de la quinine. Ce médicament est d'un intérêt majeur dans le traitement des formes graves de paludisme dans le monde entier. Au cœur du Sud-Kivu, dans la commune de Bagira à Bukavu, se trouve la Pharmakina. Cette entreprise est parmi les plus grands producteurs au monde de la quinine, une molécule produite à base d'écorces du quinquina. Cet arbre originaire d'Amérique latine a été introduit au Sud-Kivu dans les années 30. Les plantations de quinquina de la Pharmakina s'étalent sur plus ou moins 2 500 hectares dans le Nord et Sud-Kivu. Depuis les années 2000, la Pharmakina fait toute la transformation nécessaire, c'est-à-dire de la plante jusqu'à la production de la molécule sur place à Bukavu. Le plus grand défi auquel l'entreprise est confrontée demeure l'instabilité qui règne sur la partie Est du pays ; mais aussi les voies d'accès qui mènent vers ses plantations qui ne sont pas toujours en bon état.

Kongo-Central : l'assemblée provinciale invite le gouverneur Bandu à justifier l'utilisation d'un fond de 6 millions USD, qu'il aurait empruntés auprès d'une banque locale. Le député provincial Guylain Phanzu Tsasa, appelle le gouverneur de province à se préparer conséquemment pour donner toute la lumière sur cet emprunt et sur le taux d'exécution financière et matérielle des projets inscrits dans la gestion de ces fonds.

Ituri : plus de 15 morts et de nombreux blessés à la suite d'affrontements entre milices à la périphérie de Bunia. Les affrontements ont commencé dimanche, dans les chefferies de Bebe-Lebe et de Baboa-Bokoe en territoire d'Irumu. Un leader du groupe FPIC est à la base de ces affrontements. Il aurait exigé de l'argent à certains miliciens de la Codeco. Ce qui aurait suscité leur colère et a dégénéré en des violents combats entre les

deux parties. Ces villages sont vidés de leurs habitants dont les biens ont été pillés par ces milices. Les combattants de la Codeco ont progressé dans plusieurs entités. Ces localités se sont vidées de leurs habitants.

Nord-Kivu: le retrait et le cantonnement du M23 sont des questions politiques qui relèvent du mécanisme de vérification et non de la force militaire de l'EAC (général Nyagah). « Cela ne relève pas de notre mandat de répondre aux questions politiques ; qui est congolais et qui ne l'est pas. Y-a-t-il un cessez-le feu entre les FARDC et le M 23 ? Les M23 sont-ils en train de se retirer ? S'orientent-ils vers le mont Sabinyo ? Y-a-il des infrastructures d'accueil sur le site de cantonnement à Sabinyo ? Ce ne sont pas des questions de l'EAC-RF, ce sont des questions politiques », a martelé cet officier de la force militaire de l'EAC. Il a évoqué, à cette occasion, les défis auxquels sont confrontées ses troupes dans la zone de déploiement, notamment dans les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi (Nord-Kivu). « Ce que nous souhaitons, c'est que le cessez-le feu continue, que les routes principales soient ouvertes, Bunagana-Kibumba-Goma, Kitshanga-Kilolirwe-Goma. Et trois, que les groupes armés soient contrôlés. Ils sont plus de 120 et chacun vient avec une dynamique et défis différents ». Il appelle la population à la patience stratégique, en garantissant que le mandat de l'EAC-RF est de restaurer la paix et la sécurité dans l'Est du pays tout en assurant l'intégrité du territoire national de la RDC.

Kinshasa : Nicolas Kazadi invite les Congolais à investir dans le privé. Cela pour renverser la tendance selon laquelle 3 emplois sur 4 existants en RDC, appartiennent au secteur public, a dit le ministre. « Si les emplois publics sont aussi dominants, pour les financer, on fait pression sur le seul emploi privé qui doit supporter trois emplois publics. Et c'est très dangereux parce qu'on étouffe l'emploi privé. Alors que ça devrait être l'inverse ».

Sud-Kivu : la controverse autour du choix des sites retarde la mise en œuvre du PDL 145 dans certains territoires. Le Programme de développement local de 145 territoires (PDL 145) a démarré presque partout dans la province du Sud-Kivu, sauf dans les territoires où les communautés à la base ne s'entendent pas sur l'identification des lieux de mise en œuvre. Le Programme des Nations unies pour le développement qui est chargé de la mise en œuvre du PDL 145 au Sud-Kivu prévient que si le délai imparti aux travaux est dépassé, les territoires concernés vont rater cette opportunité de développement offerte par le gouvernement de la RDC.

Beni : les jeunes réfléchissent sur la conservation du parc national des Virunga. Ce débat s'est tenu dans le cadre de la célébration du 98ème anniversaire de la création de ce parc. En effet, cette aire protégée a été créée le 21 avril 1925. Selon le porte-parole du parc national des Virunga, la jeunesse reste le seul canal qui peut véhiculer le message d'un changement positif de la conservation de la nature, compte tenu de son dynamisme : « Le dynamisme de la jeunesse actuellement fait de cette couche de la société un vecteur très important pour véhiculer des messages de changement de comportement en faveur de la conservation. Nous allons continuer sur cette lancée, sensibiliser toutes les couches de la population pour que tous ensemble nous militions pour la préservation du parc national de Virunga ». Les participants promettent d'accompagner la pérennisation de ce patrimoine qui fait la fierté de leur région et de la RDC en général.

Affaire Bukanga Lonzo : le procureur général près la Cour de cassation demande à celle-ci de se déclarer incompétente à juger Augustin Matata. Les poursuites contre l'homme politique remontent à 2021 pour détournement présumé de plusieurs millions de dollars dans la débâcle du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. La Cour constitutionnelle qui s'était d'abord déclarée incompétente, s'était par la suite déditée. Elle avait fait suite à une requête de la Cour de cassation qui avait décrété la surséance l'an dernier, en attendant une décision de la Cour constitutionnelle sur sa requête. Elle a ainsi pris l'affaire en délibéré et va rendre son arrêt. Cette affaire est encore loin de se terminer. Car, la Cour de cassation ne fait que vider ce dossier sur le plan de la forme et permettre à la Cour constitutionnelle soit de juger Augustin Matata, soit de le déclarer de fin des poursuites.

Incendie du lycée Mwanga de Kolwezi : une élève succombe à ses blessures. Une élève de la 6e année primaire du lycée Mwanga, âgée de 11 ans, est décédée le 24 avril dans un hôpital de Kolwezi (Lualaba) à la suite d'une blessure survenue lors de l'incendie de son école lundi. Elle souffrait d'un traumatisme crânien, annonce le ministre provincial de l'intérieur du Lualaba. Il y a encore plus de 80 blessés dans les différents centres médicaux. Ils sortent au fur et à mesure que leur situation s'améliore. Parmi eux, figurent un policier et un enseignant.

Insécurité à Goma : 2 personnes tuées et 5 maisons cambriolées par des bandits. Des sources sécuritaires affirment que des bandits armés non encore identifiés ont tiré sur deux personnes, lundi soir : une, à l'entrée Président, et l'autre, au quartier Katoyi. Selon les mêmes sources, dans le quartier Ngangi 1, plus de cinq maisons ont été cambriolées par « Les 40 voleurs ». Tous les biens de la maison ont été emportés.

Bukavu : vive tension à la prison centrale. Des prisonniers ont mis le feu à quelques locaux de cet établissement pénitentiaire. D'après le directeur de la prison, l'incendie a été maîtrisé et la situation est sous contrôle après déploiement des forces de sécurité. Il n'y a pas encore de bilan de l'incendie.

SNEL : la panne de quelques groupes à Inga provoque un déficit d'électricité à Kinshasa. A la suite de ces pannes, la ville de Kinshasa et le reste du pays connaissent des coupures intempestives du courant électrique et des délestages sévères. Selon le directeur général intérimaire de la Snel, les travaux de maintenance et la rareté des pièces de rechange justifient certains arrêts de service à Inga. « Le message est d'espoir parce qu'aujourd'hui nous sommes en train de faire le nécessaire pour répondre à leurs besoins. Il est vrai que la demande en termes d'électricité surpasse largement notre offre. Mais aujourd'hui, nous sommes en train de voir par quel moyen nous pouvons améliorer nos conditions de travail...»

Mercredi 26 avril.

L'armée déloge la milice Codeco d'environ 10 villages de Djugu. Les Fardc ont récupéré, mardi 25 avril, environ dix villages et quelques quartiers de la commune de Mongwalu qui étaient sous contrôle de la milice Codeco dans le territoire de Djugu (Ituri). Cette reprise est le résultat des opérations militaires lancées depuis cinq jours dans cette région. Les activités économiques et scolaires ont repris dans ces entités où les positions des Fardc ont été renforcées, ont rapporté des sources locales. La population a ainsi demandé à l'armée de maintenir la pression sur ces miliciens pour restaurer l'autorité de l'Etat dans cette région.

Kinshasa : une police dite de proximité installée à Kimbanseke. Il s'agit d'un projet pilote de la Police nationale congolaise (PNC) qui vise à rapprocher les policiers de la population. Ces policiers viennent fraîchement de terminer une formation de 6 mois au centre d'instruction de Kasangulu dans la province de Kongo-Central. « Ce ne sera pas une police d'intervention, mais celle qui prodiguera des conseils, qui ramènera la paix et assurera la sécurité des administrés ». La population de Kimbanseke, qui au quotidien fait face au banditisme urbain, place beaucoup d'espoir dans cette nouvelle unité de la police.

Incendie du lycée Mwanga de Kolwezi: les responsables éducationnels s'activent pour la reprise des cours. Au cours de l'incendie, sept salles de classes ont été sérieusement endommagées. Il s'agit de quatre classes du secondaire et trois de l'école primaire. Selon les autorités éducationnelles, les élèves peuvent momentanément occuper d'autres locaux dont la salle de fête et autres, qui pourraient être transformés en salles de classes pour que les activités scolaires suspendues depuis le lundi 24 avril reprennent normalement.

Lutte contre le paludisme à Beni : Dr Badilisha invite la population à assainir son milieu. Selon le médecin chef de staff de l'Hôpital général de référence de Beni « pour lutter contre le paludisme, normalement la meilleure prise en charge c'est la prévention et pour cela nous utilisons chez nous la moustiquaire imprégnée d'insecticide. A part la moustiquaire, la vraie prévention est l'assainissement. Il faut canaliser les eaux stagnantes pour éviter que les moustiques trouvent un habitat parce que s'il n'y a pas de moustiques, il n'y aura pas de plasmodium. Le paludisme peut entraîner des complications comme l'anémie, le coma et provoque la paralysie et entraîne la mort. Au Nord-Kivu, le paludisme est parmi les premières causes de décès des enfants de 0 à 5 ans ». **Lutte contre le paludisme : la maison « Artemisia » distribue ses produits à Kindu.** Selon le coordonnateur provincial de la maison d'Artemisia, l'objectif visé est d'amener la population à consommer "cette plante qui soigne efficacement le paludisme" sans effets secondaires. La maison d'Artemisia plaide pour avoir des terrains afin de promouvoir la culture de cette plante médicinale dans le but d'éradiquer le paludisme. En 2022, le paludisme au Maniema a causé la mort de plus 1900 personnes. **Bunia : 1,22 millions de cas de paludisme enregistrés en 2022,** dont 1375 décès. La situation est alarmante à cause de l'état de vulnérabilité des personnes affectées par les conflits armés, a déclaré le chef de division de la santé. Il indique que des efforts sont déployés pour lutter contre cette maladie en sensibilisant la population à utiliser correctement les moustiquaires imprégnées d'insecticide et à respecter les mesures d'hygiène.

Kinshasa : controverse autour de la vente présumée du bâtiment de l'Institut géographique du Congo. Le député provincial de Kinshasa, Mike Mukebayi a soutenu que ce site public a été cédé aux Indiens qui vont y construire un immeuble. Pour lui, c'est un acte aberrant de constater que le pouvoir en place s'évertue à vendre un bâtiment où sont gardés des documents importants du pays. Le Directeur général intérimaire de l'IGC, rejette toutes ces allégations « cet espace a été cédé à une firme indienne dans le cadre d'un partenariat public-privé et ce, après approbation du Conseil des ministres. Tout s'est déroulé dans la transparence, contrairement à ce qui se raconte sur la toile ». Il affirme par ailleurs qu'avec ce contrat, la firme Sokerico va ériger un immeuble R+7 avec parking souterrain au profit de l'IGC. La construction d'un autre immeuble de 11 niveaux y est prévue pour abriter d'autres instituts de recherche en manque de sièges et le loyer reviendra pendant un délai fixé par les deux

parties à la firme indienne. « Après quoi, ce second bâtiment reviendra de plein droit à l'IGC. Mais avant cela, Sokerico devra verser chaque mois, un pourcentage à l'IGC sur les loyers perçus », conclut Eric Misulu.

Beni : deux personnes décèdent à la suite d'un accident de circulation. Elles ont trouvé la mort, le 24 avril, après avoir été percutées par une Jeep de l'armée nationale à Boikene-kasoko, commune de Rwenzori à Beni (Nord-Kivu). Pris de colère, des jeunes Boikene-kasoko ont tenté sans succès de brûler ce véhicule des FARDC qui, selon eux, roulait à vive allure. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord a annoncé l'ouverture d'une enquête pour élucider les causes de cet accident et l'arrestation du chauffeur qui conduisait ce véhicule.

Affaire Bukanga-Lonzo : la Cour de cassation retourne Matata Ponyo à la Cour constitutionnelle. "Conformément à l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui s'était déclarée seule compétente pour juger les anciens Présidents de la République et anciens Premiers ministres, la Cour de cassation s'est déclarée incompétente pour juger Matata Ponyo et consorts dans l'affaire de la débâcle du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo" Ainsi, la Cour de cassation va prochainement formaliser ce renvoi à la Cour constitutionnelle pour que celle-ci juge l'ancien Premier ministre Matata, l'ancien directeur général du FPI et le gérant de la société sud-africaine Africom.

Kasaï-Oriental : le polygone minier de la MIBA en difficulté de fonctionnement. D'après les autorités, l'outil de production est vétuste et presque inexistant. A cela s'ajoute, le manque d'énergie électrique au niveau du polygone minier, à la suite des pannes enregistrées depuis plus d'un mois au niveau de la centrale hydroélectrique de Tshiala, qui principalement doit fournir près de 2,5 mégawatts au polygone pour la production minière. Le polygone minier, qui est le cœur de la Société minière de Bakwanga, se trouve au sud de la ville de Mbuji-Mayi. Cet espace couvre une superficie de plus de 45 km². Il compte à ce jour 66 millions de carats de diamant des réserves minières stratégiques certifiées par ses services. La MIBA compte près de 13 à 14 massifs kimberlite, sur lesquels les sondages de teneur et des structures ont été effectués il y a près de quatre ans par Geostat. Depuis sa création en 1961 jusqu'en 2000, la MIBA produisait en moyenne plus de 6 millions de carats par an. **Mbuji-Mayi : la société chinoise Bichou n'a toujours pas débuté l'exploitation au polygone minier de la Miba.** La société chinoise Bichou, qui a signé le contrat d'amodiation avec la Société minière de Bakwanga (MIBA), n'a pas encore commencé l'exploitation du diamant au polygone minier. Selon la société minière, ce gisement n'est plus prioritaire, ses réserves en diamant représentent près de 1,9%, et son exploitation a été suspendue depuis 2006. Le directeur technique de la MIBA, parle de clauses de ce contrat : "Il ne s'agit pas d'une cession d'une concession. Il s'agit d'un contrat d'amodiation. La MIBA accepte de la mettre en activité avec un partenaire. Ils vont travailler ensemble et le partenaire est soumis à un loyer qui sera fixé soit mensuellement, annuellement et la MIBA tirera toujours profit". Selon la MIBA, la signature de ce contrat ne peut en aucun cas impacter le plan de relance de cette entreprise minière.

Le "Nzango" retenu parmi les disciplines des IXèmes jeux de la Francophonie. A cette occasion, le président de la commission nationale de jeux de la Francophonie (CNJF) a présenté le Nzango comme « un mélange de gymnastique, danse et chanson ». Il s'agit d'un sport populaire pratiqué en RDC et quelques pays limitrophes comme la République du Congo et le Burundi. La RDC accepte de donner gratuitement les visas à tous les athlètes et artistes qui viendront participer à cet événement. Les taxes aux frontières de la RDC seront également annulées.

Vive tension dans les rues de Lubumbashi. La ville de Lubumbashi a connu le 26 avril un début d'après-midi agité. Plusieurs centaines de jeunes ont envahi plusieurs artères de la ville semant du désordre en ravissant les biens de nombreuses personnes. D'autres, machettes et bâtons à la main, se sont introduits dans des magasins où ils emportaient les marchandises. Des unités de la police sont intervenues pour rétablir l'ordre. Devant la résistance de ces jeunes, la police a par moment tiré à balles réelles. Le mobile de ce mouvement n'est pas encore connu moins encore le bilan. Toutefois, la police affirme avoir procédé à quelques interpellations.

Jeudi 27 avril.

Félix Tshisekedi demande aux membres du gouvernement de « privilégier l'intérêt général ». Il a fait cette recommandation lors de la clôture, à Kinshasa, du séminaire axé sur la consolidation de la cohésion au sein du gouvernement et l'assurance de l'exécution harmonieuse du programme gouvernemental. « La fonction ministérielle bien plus qu'un privilège demeure avant toute chose un sacerdoce et une lourde responsabilité qu'il revient d'assumer en ayant sans cesse à l'esprit l'intérêt général et non le contraire. J'attends de chacun de vous l'application des recommandations issues de ces assises afin de répondre aux multiples attentes de notre population ». Il a également dit attendre de chaque membre du gouvernement de prioriser des actions à impact réel et visible au regard des attentes de la population. Le Premier ministre a lui, insisté sur le fait que

toutes les actions du gouvernement doivent concourir à un seul objectif final, l'amélioration des conditions de vie de la population». Il a en outre réitéré la détermination et la volonté de son gouvernement de combattre toutes les forces négatives qui écumant la partie Est de la RDC.

Bukavu : plus de 10 détenus blessés après des troubles survenus à la prison centrale. Une cellule d'une capacité d'accueil de plus de 200 détenus, le dispensaire et le bureau du directeur de cet établissement carcéral ont été complètement calcinés. Ces incidents ont été commandités par Masudi Kalumwendo, le chargé de discipline interne au sein de cette prison. Ce dernier a incité les prisonniers à commettre ces actes après avoir refusé de quitter ce lieu de détention alors qu'il avait déjà purgé sa peine. Un procès en flagrance s'est ouvert, mercredi dernier, au tribunal militaire de garnison de Bukavu contre ce prévenu pour incitation à la révolte et trouble de l'ordre public.

Kongo-Central : le gouverneur Bandu juge biaisée la question orale lui adressée par l'assemblée provinciale, pour justifier l'emprunt de 6 millions USD qu'il aurait effectué auprès d'une banque locale. Il a expliqué qu'en sa qualité de gouverneur, il ne peut être questionné que sur la politique générale de son gouvernement par rapport à son programme. Toutefois, il a rassuré sa disponibilité à apporter les éclaircissements requis devant les députés provinciaux, au cas où le bureau le souhaiterait. Il est attendu à l'assemblée provinciale le 2 mai prochain.

La phase d'inscription à la 4e édition du « Prix Pierre Castel » se clôture ce 3 mai. A l'initiative du Fonds Pierre Castel en partenariat avec la BRACONGO, ce concours entend récompenser les 6 meilleurs projets dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'agritech. Afy Kolokey a assuré que le premier lauréat va bénéficier d'une dotation de 15 000 euros, un programme de mentoring et un coaching avec l'Institut européen pour la coopération et le développement (IECD). Et le deuxième gagnera la somme de 10.000 euros et d'un coaching alors que les 4 autres accéderont à des formations entrepreneuriales certifiantes e-learning, avec le Centre du commerce International de Genève (ITC). Pour postuler, a-t-elle précisé, il faut être de nationalité congolaise, étant à la tête d'une entreprise légalement constituée, ayant au moins une année d'activité et résidant en RDC dans les régions suivantes (Equateur, Kinshasa, Kongo Central, Kwango, Kwilu, Mai Ndombe, Mongala et Sud Ubangi).

Beni : les Fardc et les casques bleus délogent les ADF de la région d'Apetina-Sana. Ces rebelles ont fui cette immense et épaisse forêt d'où ils planifiaient les attaques contre les populations civiles des localités environnantes.

Ces ADF ont fui, avec femmes et enfants, vers le Nord du côté de la province voisine de l'Ituri. Leurs campements ont été détruits, des armes abandonnées récupérées par la Monusco et les Fardc. Le trafic sur la RN4 entre Komanda et Beni, fortement perturbé en raison des attaques récurrentes de ces ADF, est redevenu normal.

Masisi : les habitants de Nyamaboko 2 fuient les affrontements entre deux milices. Les miliciens Nyatura Habazungu et APCLS de janvier Karahiri se disputent l'occupation de la région de Nyamaboko 2. Cette situation a poussé les habitants à quitter cette contrée. Certains habitants ont trouvé refuge dans la brousse, tandis que d'autres se sont dirigés vers des villages sécurisés dans les territoires de Masisi et de Walikale.

Sécurisation de Butembo : le député Matofali propose l'affectation d'un policier dans chacune de 266 cellules de la ville. « Si on affecte un policier dans chaque cellule et que l'on identifie certains jeunes qui commencent aujourd'hui à s'organiser pour veiller à la sécurité et que ces policiers organisent des patrouilles avec ces jeunes, il y aura une accalmie au niveau de la ville de Butembo ». Il demande en outre aux autorités de délocaliser le camp de cantonnement des combattants Mai-Mai, situé à Kalunguta sur la route Beni-Butembo.

Le PROVED du Nord-Kivu II met en garde contre la perception des frais scolaires illégaux. Le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu II, a réagi ainsi après que le Comité d'élèves de la ville de Beni et Butembo a dénoncé la perception illégale des frais de stage auprès des élèves, après une enquête dans plusieurs écoles de ces deux villes du Nord-Kivu. Il a invité les responsables des établissements scolaires à se conformer uniquement aux textes en vigueur qui reprennent la nomenclature des différents frais à payer par les élèves : «En ce qui concerne les frais scolaires, il y a l'arrêté du gouverneur du Nord-Kivu, il y a la note circulaire du ministre de l'EPST et tous les frais qui ne sont pas couchés dans cet arrêté ne sont pas autorisés d'être recouvrés auprès des parents d'élèves ». Des contrôles sont diligentés dans des écoles pour s'assurer de cette conformité.

Kinshasa accueille ce vendredi la 2e réunion du Conseil d'affaires RDC-Nigéria. Cette activité vise à booster l'entrepreneuriat et les affaires, et à faciliter le partage d'expériences entre hommes d'affaires congolais et les nigériens. Au programme, figurent les tendances actuelles et à venir du marché en RDC et au Nigéria, et

les avancées enregistrées de part et d'autre sur les questions liées à l'environnement des affaires entre ces deux pays. Cette rencontre planchera sur les récents changements intervenus sur le plan politique au Nigéria, ainsi que les propositions concrètes sur la façon de réduire les barrières commerciales entre Abuja et Kinshasa. Cette activité se tient en marge de la 8^{ème} édition du Forum Makutano, organisée le 31 octobre 2022 à Kinshasa avec comme thème : « Opportunités et modèles pour la création des champions nationaux congolais ».

Maniema : le prix du carburant a doublé à Salamabila en deux jours. La société civile de Salamabila, dans le territoire de Kabambare a rapporté qu'un litre de carburant est passé de 5000 à 10 000 francs congolais. « Cette hausse de prix est justifiée par l'état de délabrement très avancé de la route qui mène vers Uvira, la source d'approvisionnement en carburant. La route, Uvira-Salamabila est maintenant totalement impraticable. Les autorités provinciales doivent prendre les choses en mains ». Hormis le carburant, le prix de plusieurs autres produits de première nécessité a galopé sur le marché de Salamabila.

L'Université de Kindu déplore la spoliation d'une partie de sa concession. Le recteur de l'Université de Kindu a énuméré d'autres problèmes « nous avons par exemple la clôture de notre université qui est à ciel ouvert, exposé à la spoliation des personnes mal intentionnées. Nous avons la poursuite de la construction de notre polytechnique. Nous avons des problèmes en rapport avec le vol ici chez nous, notre université se trouve le long d'une route. Nous avons les étangs, la porcherie, elle est sujette à des vols réguliers, répétitifs et c'est surtout à l'approche des fêtes que nous perdons nos bêtes, nos poissons ». L'Université de Kindu fait également face au problème de manque d'auditoires pour répondre au besoin des effectifs d'étudiants.

Au moins 500 000 personnes ont bénéficié de l'éclairage public en 2022, grâce à ANSER, l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain. Pour la partie Ouest, l'Anser a installé les microcentrales photovoltaïques d'une station de pompage d'eau à Ipamu, territoire d'Idiofa (Kwilu) et à Binga-Yassa, territoire de Massimanimba (Kwilu). Au niveau du Grand-Kasai, 14 projets d'électrification sont en cours dans le cadre du Programme de développement de 145 territoires sur fonds propres du gouvernement de la République. Bien d'autres projets sont en cours de réalisation et d'autres pour cette année ainsi que pour l'horizon 2025. Pour ce faire, les ressources financières d'Anser ont triplé, entre 2021 et 2022, en passant de 6,6 millions USD à 20,7 millions USD dont plus de 90% viennent du gouvernement central.

Irumu: plus de 30 morts à la suite des combats entre Codeco et FPIC en trois jours. Ces combats ont eu lieu dans plusieurs entités de la chefferie de Baboa-Bokoe et de Babelébe, au territoire d'Irumu, à quelques km de Bunia. Environ 500 maisons ont été incendiées et deux structures sanitaires pillées à la suite des accrochages. La société civile regrette que des centaines de victimes de ces atrocités vivent dans une précarité extrême, passent nuit à la belle étoile, exposés aux intempéries pendant que d'autres sont hébergés dans des familles d'accueil dépourvues de besoins essentiels notamment de nourritures et de médicaments. Ces affrontements entre la Codeco et le FPIC ont éclaté à la suite d'une altercation entre quelques combattants de ces deux groupes armés.

L'avenir de la force régionale de l'EAC au centre de discussion à Kinshasa. Une réunion entre le gouvernement congolais et la délégation de la communauté d'Afrique de l'Est (EAC) s'est tenue ce 27 avril à Kinshasa au ministère des Affaires étrangères : renégociation du mandat de la force de l'EAC, qui a expiré depuis février. Selon le ministre congolais des Affaires étrangères, cette rencontre a porté notamment sur le suivi du processus de paix de Nairobi mais aussi sur la question de la force régionale de l'EAC qui opère dans l'Est de la RDC. Tous leurs échanges ont consisté à trouver des pistes pour le retour de la paix dans la partie orientale et le retour des déplacés dans leurs milieux respectifs.

Le député Mwangachuchu sera jugé par la Haute Cour militaire. La Cour constitutionnelle a rejeté le mémoire unique sur l'exception d'inconstitutionnalité soulevée par la défense du député. Cet arrêt permet à la justice militaire de poursuivre l'instruction au fond de l'affaire déjà entamée. Le député et un des gardiens de sa société minière de Bisunzu, sont poursuivis pour : association des malfaiteurs, détention illégale d'armes et munitions de guerre, incitation des militaires à commettre des actes contraires à leur devoir, participation à un mouvement insurrectionnel.

Lubumbashi : la morgue de l'hôpital Sendwe fermée à la suite d'une panne. Le chef de l'administration générale de la ville, explique que le compresseur de la chambre froide est abimé et a souligné que la mairie avait évacué quarante corps non réclamés qui étaient dans cette morgue et avait procédé à leur enterrement. Actuellement, la mairie est en train d'assainir l'intérieur de la morgue avant d'entamer la réparation de la chambre froide. A la suite de cette panne de la morgue de Sendwe, les Lushois sont appelés à amener les corps de leurs proches défunts dans d'autres morgues de la capitale du cuivre.

Beni : les Fardc neutralisent 5 miliciens à Baswagha-Madiwe. Les Fardc se sont d'abord affrontés au Mai-Mai Yira à Cujecu. Après ils ont fait face aux Mai-Mai Baraka à Mabalako, à l'Ouest de la ville de Beni. Cette attaque a causé une forte panique dans la contrée et de nombreux habitants ont passé la nuit dans la brousse. L'armée dit être déterminée à éradiquer tous les groupes armés de la région qui ne veulent pas adhérer au processus de paix.

Près de 65 millions USD détournés chaque mois lors de la paie des fonctionnaires de l'Etat (IGF), indique un communiqué de presse rendu public jeudi et signé par le chargé de communication à l'Inspection générale des finances. Selon ce document, il ressort de l'audit du fichier de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat les faits saillants ci-après : 145.604 agents payés disposant des numéros matricules incorrects, fantaisistes et fabriqués pour le besoin de la paie, 53.328 agents disposent à eux seuls de plus d'un numéro matricule dans le fichier avec le même nom, 93.356 agents qui partagent un même numéro matricule avec d'autres agents également payés, 43.725 agents payés sans que leurs noms ne figurent sur les listes déclaratives provenant de leurs services d'origine, 961 agents chargés du traitement de la paie se trouvent sur les listes de la paie de plusieurs ministères.

Vendredi 28 avril.

Kinshasa : la Cour constitutionnelle renvoie Jean-Marc Kabund devant la Cour de cassation. A l'audience publique du 14 novembre devant la Cour de cassation, la défense avait en effet sollicité la surséance de l'instruction. Elle avait en effet saisi la Cour constitutionnelle pour inconstitutionnalité de la requête du ministère public tendant à obtenir la fixation de ce procès. L'ancien premier vice-président du bureau de l'Assemblée nationale est poursuivi pour avoir tenu, au cours d'un point de presse, des propos qualifiés d'injurieux, de nature à alarmer la population et à porter atteinte à l'honneur dû aux institutions publiques et à la dignité du Chef de l'Etat.

Denis Kadima : « Nous sommes dans la dernière ligne droite vers les élections ». Le bureau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a déposé le 27 avril son rapport annuel 2022-2023 au bureau de l'Assemblée nationale. Ce rapport revient sur toutes les activités menées par la Ceni, entre mars 2022 et février 2023. D'après le président de la Ceni, le Parlement examinera notamment les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Nord-Kivu : « les Fardc n'ont pas réoccupé le groupement Tongo après le retrait du M23 » (porte-parole). L'armée réagissait ainsi aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux faisant état de la présence des Fardc dans le groupement Tongo, depuis le 26 avril, six mois après l'occupation de cette partie par les rebelles du M23 et leurs alliés des RDF. Le porte-parole de l'armée accuse plutôt le M23 et leurs alliés de se repositionner : « Nous sommes en train de respecter scrupuleusement, contrairement à l'armée Rwandaise et ses supplétifs du M23 qui traversent la frontière à longueur des journées, pour traverser le parc national des Virunga et chercher à se repositionner encore dans les différentes positions qu'ils avaient fait semblant de quitter ! Au regard de cela, nous ne pouvons en aucun cas, ni déployer ni envoyer les éléments loyalistes dans une quelconque mission. Nous sommes dans un processus que nous, en tant qu'armée nationale, nous devons respecter ».

Kinshasa : l'APLC déterminée à recouvrer les avoirs illicites pour les restituer au trésor public. Cet engagement a été pris lors d'un atelier organisé jeudi à Kinshasa en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement. Le Pnud entend, en effet, accompagner la RDC pour fédérer des énergies afin de trouver des voies et moyens pour une vision sur le recouvrement des avoirs illicites. Ainsi, « faut-il établir tout d'abord un état de lieu de ce recouvrement et avoir une véritable stratégie qui définit des mécanismes adéquats », a indiqué pour sa part le coordonnateur de l'Agence de prévention et lutte contre la corruption (APLC). Il a souligné qu'une démarche est en cours au niveau des instances judiciaires pour s'assurer que ce recouvrement se fasse effectivement à l'issue notamment des procès pour corruption et détournement des fonds et biens publics. L'expert, consultant international en gouvernance de lutte contre la corruption, a insisté sur l'indépendance qui devrait caractériser l'APLC par rapport aux autres institutions de la République. Pour cet ancien de Transparency international, c'est cette indépendance qui fera la réussite de cette agence nationale de lutte contre la corruption.

Kwilu : 33e cas de décès enregistré parmi les déplacés de Kwamouth à Bandundu. « Nous avons enregistré un nouveau décès d'une petite fille de 7 ans, ce qui amène à un cumul de 33 décès depuis l'arrivée de ces déplacés au chef-lieu du Kwilu, Ce décès est dû aux mauvaises conditions de prise en charge et les conditions précaires de vie dans lesquelles les familles des déplacées vivent ici dans la ville de Bandundu » déclare le

ministre provincial des Affaires sociales. Il a fait savoir que ces déplacés recevront dans les prochains jours, la ration alimentaire.

Beni : lancement de la semaine mondiale de vaccination « zéro dose ». La semaine mondiale de vaccination en faveur des enfants a été lancée, le 27 avril, à Beni (Nord-Kivu). Baptisée « zéro dose », cette campagne cible les enfants âgés de 0 à 23 mois et qui n'ont pas bénéficié jusque-là des vaccinations de routine. Plus de 20 mille enfants sont visés par cette campagne dans la zone de santé de Beni. Le médecin chef de zone de santé de Beni, a appelé les parents à faire vacciner leurs enfants. La durée de cette campagne de vaccination est de sept jours.

Maniema : journée ville morte contre le cantonnement des futurs démobilisés du M23. Pour le président de la société civile du Maniema, la population du Maniema est contre le cantonnement des combattants du M23 dans cette région. Il dit craindre que la présence des combattants, va apporter la violence armée dans cette province. Par ailleurs, il dénonce « les menaces et intimidations » dont certaines personnes ont fait l'objet à cause de leur adhésion à cette initiative de journée ville morte.

Christophe Lutundula : « la force de l'EAC a le mandat de combattre les groupes armés ». « Dire que la force régionale de l'EAC ne vient pas combattre les groupes armés, notamment le M23, c'est dire totalement le contraire de ce qui est prévu », a déclaré, le 27 avril, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Le chef de la diplomatie congolaise réagissait ainsi aux déclarations de son homologue kenyan devenue virale sur les réseaux sociaux. Ce dernier avait déclaré que les militaires de la force régionale de l'EAC n'étaient pas déployés en RDC pour combattre les groupes armés. Le ministre des Affaires étrangères a fait cette mise au point à l'issue de la réunion entre le gouvernement congolais et la délégation de l'EAC, jeudi à Kinshasa.

Beni : 3 personnes tuées dans une attaque des ADF à Miliese, un village du secteur de Beni-Mbau (Nord-Kivu). Les victimes étaient des agriculteurs qui revenaient de leurs champs lorsqu'ils ont croisé ces rebelles sur l'axe routier Mbau-Mantumbi. Lors de cette attaque, deux personnes ont été tuées sur place à l'arme blanche, tandis qu'une troisième personne blessée grièvement à la tête a succombé à ses blessures quelques heures après. Il s'agit malheureusement d'un bilan encore provisoire, car plusieurs autres personnes sont portées disparues.

Les enseignants de la province éducationnelle Kasai 2 impayés depuis plus de 2 mois. « Idiofa, Dekese, Kole, ne sont pas payés. Même à Mweka tout le monde n'est pas payé, pourquoi ? Par manque de liquidités à la Banque centrale. Nous sommes allés voir les autorités de l'Institution financière pour les œuvres de développement et la Caritas, on s'est rendu compte que la situation n'incombe pas à la Caritas mais au gouvernement central ». Ce manque de liquidités à la Banque centrale pénalise les enseignants ainsi que les activités de préparation des préliminaires de la session de l'examen d'Etat. D'où l'appel au gouvernement afin de décanter cette situation.

Goma : des dizaines de femmes activistes font un sit in nocturne devant le gouvernorat pour exiger la poursuite de l'enrôlement des électeurs. Ces femmes passent des nuits blanches, depuis jeudi, devant le siège de la province pour protester contre la clôture par la Ceni, le 25 avril, de l'opération d'enrôlement des électeurs alors que nombreux de requérants étaient encore sur les files d'attente. Ces manifestantes réclament la poursuite des opérations d'enrôlement dans l'aire opérationnelle 3, jusqu'à ce que le dernier requérant dans la file obtienne sa carte d'électeur. Par ailleurs, la Ceni a annoncé, dans un communiqué publié le 25 avril, la clôture définitive, le 24 avril, de ces opérations dans le 7 provinces de l'aire opérationnelle 3. Toutes fois, la centrale électorale a précisé que l'organisation des opérations d'identification et enrôlement des électeurs dans les territoires de Kwamouth (Mai-Ndombe), Masisi, Rutshuru et une partie de Nyiragongo (Nord-Kivu), ainsi qu'une partie de la commune de Maluku (Kinshasa) « est tributaire de l'amélioration des conditions sécuritaires ».

Le FMI s'engage à contribuer et à participer à la modernisation des Fardc. La délégation du FMI s'est entretenue avec le ministre de la Défense nationale sur les dépenses prioritaires de l'armée pour renforcer la sécurité aux frontières dans l'Est de la RDC. La modernisation des Fardc faisant partie de ces priorités, la cheffe de mission du FMI pour la RDC a estimé que cela est déjà dans une phase positive. Il est important de peaufiner tout ce qui est fait actuellement. Elle a précisé que la priorité pour le FMI c'est d'assurer la bonne gouvernance des dépenses sécuritaires et de favoriser la désescalade de la violence dans les zones de conflit. Pour la cheffe de mission du FMI, tout cela rentre dans le cadre de financement de cette institution financière pour l'année 2023.

Lubumbashi : décès du professeur émérite Haddad Hadnan, à l'âge de 90 ans. De nationalité libanaise, ce scientifique a été professeur à la faculté des lettres et sciences humaines. Arrivé en RDC vers les années 60, Haddad Hadnan est l'auteur de plusieurs ouvrages et a contribué à la formation de nombreux jeunes. « C'est un homme qui a milité pour la justice sociale. C'est un défenseur des opprimés ». A son arrivée, Haddad Hadnan avait commencé par le Kivu avant de s'installer au Katanga.

Lubero : la société civile déplore l'activisme des groupes armés à Bapere. La société civile du secteur de Bapere, attribue cette situation à l'absence de l'autorité de l'Etat dans la quasi-majorité des agglomérations de Bapere. Ces villages et sites miniers sont occupés par les groupes Maï-Maï NDC Rénové et UPRC, Union des Résistants Patriotes du Congo. Quelques militaires affectés dans cette contrée s'illustrent également par des cas de tracasseries et violations des droits humains, a témoigné un acteur de la société civile du coin sous anonymat. Hormis les exactions des miliciens, la population de Bapera est obligée de payer une taxe illégale.

Kindu : la police nationale appelle à la condamnation des criminels récidivistes. Le commandant urbain de la police nationale à Kindu (Maniema), a lancé cet appel lors de la présentation à la presse des effets militaires saisis chez Amisi Mutoro, criminel récidiviste de renom. A cette occasion, il a fait savoir que la façon des opérateurs judiciaires, de relâcher des criminels, décourage les services de sécurité et même la population. Ce commandant urbain de la PNC a indiqué que ce malfrat a tiré sur le motard Abeli Salumu, le 21 août 2020, au bloc universitaire quartier Lwama. Il avait été interpellé, arrêté, transféré à l'auditorat et mis à la prison centrale ensuite libéré encore.

Samedi 29 avril.

Après l'enrôlement des électeurs, des partis politiques appellent au nettoyage du fichier électoral. Ils ont fait cet appel lors de la 4^{ème} journée porte ouverte que la centrale électorale organise depuis quelques jours à Kinshasa. Le Parti congolais pour le progrès a souhaité que la Ceni puisse élaguer, du fichier électoral, les mineurs qui se sont faits enrôlés illégalement. Le Parti congolais socio-démocrate, a encouragé la Ceni à détruire des cartes d'électeur indument détenues. C'est pour la première fois que la Ceni organise de telles rencontres pour permettre aux parties prenantes au processus électoral de tâter les réalités du nettoyage du fichier électoral.

Grogne du personnel de la CNDH, qui protestent contre la suppression de leurs postes pour un nouveau recrutement. « Nous n'avons congédié personne. Nous avons trouvé 4 à 5 personnes pour un même poste et qui touchent leur salaire chaque mois sans travailler », a expliqué le président de la CNDH.

Lubero : retour timide de la population à Vuyinga après des combats entre deux groupes Maï-Maï. Quelques villageois retournent chez eux à la suite de l'accalmie qui règne dans la zone depuis la cessation des affrontements, entre les groupes Maï-Maï de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC) et celui de Résistance nationale lumumbiste (RNL). Une reprise timide des activités économiques est observée à Vuyinga. Cependant, toutes les écoles restent fermées. Les acteurs de la société civile locale disent être plutôt inquiets à cause de l'absence des Fardc dans cette localité. L'armée est située à une dizaine de km de Vuyinga.

Ituri : le lac Albert géré à la fois par le gouvernement et des groupes armés. Vers le nord, à partir de Nyamamba et Mbogi, ce sont les miliciens de la Codeco qui règnent en maître sur les eaux du lac Albert. Au centre, à Kasenyi et une partie de Tagba, c'est le gouvernement qui le contrôle. A partir de Nyamavi jusque dans les zones de frayère dans la partie sud, ce sont les miliciens du FRPI qui gèrent le lac. Les miliciens qui occupent ces zones lacustres se livrent aux activités de pêche sans aucun respect de la réglementation dans ce domaine. Ils utilisent des filets prohibés et envahissent les zones de frayère, ces endroits où les poissons se reproduisent. La présence des combattants armés dans cette zone a fait accroître l'insécurité sur les eaux du lac Albert.

Nord-Kivu : Denis Mukwege prend en charge les frais de participation à l'examen d'Etat de plus de 700 finalistes déplacés. Le prix Nobel de la paix 2018, a remis, le 28 avril à Goma (Nord Kivu), un chèque de plus de 46 000 USD au gouverneur de province, en guise de frais de participation à l'examen d'Etat pour plus de 700 finalistes du secondaire, déplacés de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi. Il a également des kits scolaires pour la prochaine rentrée des classes en faveur des enfants déplacés des territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi. 5 000 femmes et filles déplacées ont aussi reçu des kits de dignité, plus de 4 000 ménages déplacés ont bénéficié de nourriture dans le cadre de cette assistance du Dr Denis Mukwege en faveur des déplacés de guerre du Nord-Kivu.

Sud-Kivu : l'Unicef remet deux bâtiments d'école primaire aux autorités de l'EPST à Baraka. Les travaux de construction de ces bâtiments ont été financés par l'Unicef, à hauteur de 103 000 pour les deux écoles. Ils ont été exécutés par l'ONG locale Action pour la réhabilitation et la promotion sociale (ARPS). A Mishenge comme à Echiba, l'Unicef a doté, une école primaire conventionnée de l'église adventiste du 7e jour, de 20 pupitres et un tableau noir pour chaque classe.

Bukavu : le gouvernement provincial sensibilise sur l'amélioration de l'environnement du travail. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu, par le biais de la Division provinciale du Travail et de la Prévoyance sociale, a organisé, le 28 avril, une conférence à Bukavu, sous le thème : « Un environnement de travail sûr et sain en tant que principe et droits fondamentaux au travail ». Par cette activité, l'exécutif provincial a voulu vulgariser les textes et instruments juridiques existants en matière de la sécurité et de la santé au travail. Le chef de division intérimaire de la Prévoyance sociale au Sud-Kivu, a expliqué par ailleurs que les employeurs ont de la peine à reconnaître le droit des employés aux soins médicaux. Mais grâce à la sensibilisation, la prise de conscience vient petit à petit, ajoute-t-il.

Kinshasa : des hommes d'affaires congolais et nigériens déterminés à développer des liens économiques forts. Ils ont pris cet engagement à l'issue de la deuxième réunion du conseil d'affaires RDC-Nigéria. Ils veulent développer ensemble les domaines de l'agriculture, les infrastructures, et l'électricité. Mais aussi, mettre en place les mécanismes de coopération qui peuvent durer le plus longtemps possible. Cette rencontre de Kinshasa du conseil d'affaires RDC-Nigéria est une suite de la première organisée au Nigeria. Le conseil d'affaires RDC-Nigeria est parrainé par l'ancien président du Nigéria, Olusegun Obasanjo, qui a conduit à Kinshasa une forte délégation d'environ une trentaine d'officiels et des capitaines d'industries nigériens.

Sud-Kivu : le gouverneur Théo Ngwabidje remanie son équipe gouvernementale. La nouvelle équipe gouvernementale du Sud-Kivu comprend 10 ministres et 5 commissaires généraux. Parmi les ministres nommés figurent certains anciens du gouvernement sortant. D'autres sont tout simplement des nouveaux venus parmi lesquels un député provincial. Seuls 2 ministres maintiennent leurs fauteuils à savoir celui de l'Urbanisme, Habitat et Affaires foncières ainsi que son collègue des Transports, Voies de communication et Tourisme. Ce remaniement intervient dans un contexte de crise profonde entre l'exécutif et l'assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Kalemie : report de la question orale adressée à la gouverneure du Tanganyika. La plénière sur la question orale avec débat adressée à la gouverneure de province du Tanganyika, prévue ce samedi 29 avril a été reportée au 8 mai à l'assemblée provinciale. L'autorité provinciale a demandé un moratoire d'une semaine pour raison de santé. L'auteur de cette question orale avec débat, veut connaître comment la gouverneure du Tanganyika gère les fonds affectés dans différents secteurs. Il s'agit notamment de l'argent reçu par la province du Tanganyika émanant du gouvernement central et celui provenant des recettes à caractère provincial.

Goma : l'UE affrète un nouveau convoi humanitaire en faveur des déplacés. Le gouvernement du Nord-Kivu a réceptionné, le 28 avril à Goma, une trentaine de tonnes des fournitures essentielles, don de l'Union européenne (UE) et de la France, en faveur des déplacés. Ce lot porte à 260 tonnes l'aide de l'UE aux déplacés de guerre dans la région, à travers le pont aérien humanitaire lancé depuis le mois de mars dernier. Le vol de vendredi est le septième d'une série de deux phases du pont aérien. Ce pont humanitaire a été initié depuis le 9 mars dernier par le président français Emmanuel Macron et le Commissaire européen. Au total, 260 tonnes de fournitures composées de médicaments, matériels nutritionnels, vivres et produits non alimentaires sont déjà acheminées. Plus de 1 200 000 personnes vivent dans des conditions désastreuses après avoir été contraintes de fuir leurs villages ces quatorze derniers mois. Cela, à la suite de la résurgence de la rébellion du M23.

Beni : la société civile salue la démission du commandant de la force de l'EAC-RF. Pour le premier vice-président de la société civile, la population attend de la force de l'EAC qu'elle se comporte différemment de ce qu'elle est en train de faire actuellement sur le terrain. Il constate que cette force est plutôt une force d'interposition, ce qui est tout le contraire d'une force offensive que les populations souhaitent voir combattre les groupes armés notamment le M23. « Cette force avait été annoncée comme une force d'imposition de la paix, mais nous constatons que ça devient une force d'interposition. S'il (Ndlr : le commandant de l'EAC-RF) démissionne parce que lui-même est convaincu qu'il devrait faire une imposition de la paix et à la suite des impositions, des intimidations dont les hommes sous son commandement sont victimes, on lui exige de faire l'interposition alors il faut l'encourager à démissionner ». Le constat sur terrain est que « le M23 reste là, il n'est pas combattu, n'est pas attaqué et n'est pas contraint à déposer les armes alors que cette force était venue pour imposer cette paix ». La société civile du Nord-Kivu dit « continuer à exiger du gouvernement congolais qu'il s'assume en tant qu'Etat et que tous ceux qui viennent comme partenaires des pays amis, des forces amies, doivent se ranger dans la logique du pouvoir, c'est-à-dire, aider le pays à s'en sortir ». Pour remplacer le général Jeff Nyagah, le président du Kenya, Williams Ruto, a nommé le général Alphaxard Muthuri Kiugu, nouveau commandant de l'EAC-RF/RDC.

IXe Jeux de la Francophonie : 50 policiers formés sur la sécurisation des sites et des athlètes. A travers cette formation, ces agents de l'ordre ont appris les notions sur la gestion démocratique des foules et la

sécurisation des grands événements sportifs. Cette formation a été dispensée par les experts du Réseau International Francophone de Formation Policière.

Isidore Ndaywell appelle les Congolais à se battre pour l'intégrité territoriale de leur pays. Professeur d'histoire dans plusieurs universités, Isidore Ndaywell a lancé cet appel à Kinshasa lors de la conférence placée sous le thème: « L'histoire de la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Congo : quelles leçons pour l'avenir ». Pour lui les frontières de la RDC font partie de plus anciennes de l'Afrique et sont incontestables. « La grande leçon c'est que tous les Congolais doivent s'engager pour leur pays, et continuer à se battre pour son intégrité par une responsabilité individuelle et collective. Comment prétendre aimer et gérer la RDC quand vous n'avez pas de connaissances sur son histoire ? ». Cet historien congolais a tenu cette conférence près de deux semaines après que le président rwandais, Paul Kagame avait réclamé des terres à la RDC.

Junior Monsese appelle aux solutions « urgentes » aux conflits de Kwamouth. Le président du parti Energie nouvelle, a regretté que le conflit de Kwamouth s'est élargi jusqu'à la commune urbano-rurale de Maluku. C'est ainsi qu'il a invité la population de ce coin de la capitale à braver la peur et à résister contre ces ennemis de la paix. Après la commune de Maluku, il organise un autre rassemblement le 30 avril à Masina Petro Congo.

Maniema : le Conseil provincial de la jeunesse doté des fournitures de bureau. « Cette dotation est constituée de fournitures de bureaux et le fonds pour le paiement de loyer du bureau provincial du Conseil de la jeunesse. Comme le chef de l'Etat demande d'encadrer la jeunesse, le gouverneur de province vient de poser ce geste envers ce conseil provincial pour qu'il mène les activités d'encadrement de la jeunesse au Maniema », Opérationnel depuis 2003 au Maniema, le Conseil provincial de la jeunesse mène des plaidoyers en faveur des associations et mouvements des jeunes de cette province.

Dimanche 30 avril.

Kinshasa : sortie officielle de l'Union sacrée de la nation. Tous les regroupements, partis et personnalités politiques s'y sont donnés rendez-vous pour marquer d'une manière particulière l'événement. Les membres du présidium de cette plateforme au pouvoir ont pris la parole pour appeler tous les Congolais à l'unité et leurs militants de soutenir le chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi. Tour à tour, Christophe Mbose Nkodia, Modeste Bahati Lukwebo, Jean Michel Sama Lukonde, Vital Kamerhe, Augustin Kabuya et Jean-Pierre Bemba, sont passés à la tribune.

Quatre leaders de l'opposition boycottent les journées portes ouvertes de la Ceni. Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Augustin Matata et Delly Sesanga, pensent que la Ceni entretient la confusion dans l'opinion sur ce qu'elle appelle « parties prenantes au processus électoral » conviées aux journées portes ouvertes du 25 avril au 4 mai, afin d'informer les parties prenantes de l'évolution du processus électoral. Pour eux, les journées portes ouvertes visent à donner un semblant de légitimité aux opérations électorales chaotiques. Ces opposants accusent la Ceni de manquer de transparence dans ses agissements. Ils demandent des éclaircissements notamment sur ces points : le nombre réel des kits électoraux commandés, le contenu exact du cahier des charges de la société sud-coréenne Miru Systems, les détails sur l'imprimante qui a produit les cartes d'électeurs et les rapports détaillés par aire opérationnelle d'enrôlement des électeurs. Les signataires du document appellent les Congolaises et Congolais à rester vigilants pour empêcher la fraude électorale.

Insécurité en Ituri : 1,4 million d'enfants manquent à l'école (Officiel). Selon le directeur provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) dans la province éducationnelle de l'Ituri, l'insécurité affecte sérieusement le niveau de l'enseignement, qui est en régression dans la région.

Bandundu : la Croix-Rouge de la RDC distribue des vivres aux déplacés de Kwamouth. Selon le président de la Croix rouge au Kwilu, cette assistance du Fonds humanitaire est destinée à près de trois mille quatre cents déplacés présents à Bandundu. Le souhait le plus ardent de ces bénéficiaires, qui remercient leur bienfaiteur, est d'avoir des moyens pour retourner dans leurs villages d'origine.

Sud-Kivu : au moins 5 000 enfants exploités dans les sites miniers à Mwenga (Caritas). La Caritas Développement Uvira interpelle le gouvernement de la RDC à appliquer les textes qui protègent les enfants contre cette « pire forme d'esclavage moderne ». « Le territoire de Mwenga fait partie des territoires du Sud-Kivu ayant un nombre important de sites miniers et nous avons été dans 27 sites seulement. Nous avons constaté qu'il y a plus de cinq mille enfants qui sont exploités dans les activités minières dans ce territoire. Avec le partenaire Caritas développement Uvira, qui est aussi accompagné par Caritas Développement de la RDC avec l'appui de l'ORAT, nous avons réalisé ces recherches », a révélé le représentant du territoire de Mwenga à la Table Ronde,

le président du Cadre de concertation de la société civile de Mwenga. « Les enfants souffrent ! Malgré l'existence de l'arsenal juridique de la RDC, il ne s'observe pas un changement. Nous sommes représentés par les gens que nous avons élus et qui ont le mandat de pouvoir interpeller le gouvernement à faire appliquer les textes ».

Journée de l'enseignement : cri de détresse d'un enseignant de Kwamouth déplacé à Bandundu. Parmi ces déplacés, il y a le directeur d'une école primaire à Bisiala, qui vient de passer vingt-trois ans dans l'enseignement. « Je suis mécontent parce qu'une journée pareille, nous organisons le défilé avec les enfants. On organise des fêtes à l'école pour leurs parents... Vu que les assaillants sont encore actifs et l'insécurité persiste là-bas, nous ne sommes plus au travail et ce travail me manque vraiment ... chaque matin j'allais à l'école pour le travailler, enseigner les enfants...». Il demande ainsi au gouvernement de tout mettre en œuvre pour faire revenir la paix à Kwamouth afin que les activités scolaires reprennent.

Lomami : pas de plénière à l'assemblée provinciale depuis fin mars 2023. Celle qui était convoquée pour le vendredi 28 avril ne s'est pas tenue ; le quorum n'étant pas atteint. Sur les 26 députés provinciaux que compte l'organe délibérant de la province 9 seulement se sont présentés à cette séance plénière, convoquée par le bureau afin d'examiner et d'adopter le projet de calendrier des matières de la session ordinaire de mars. D'après les sources proches de l'assemblée provinciale, la majorité de députés provinciaux absents de cette plénière, ne sont pas sortis de la province. Quelques-uns activent leurs bases électorales pour les prochaines élections.

Lubumbashi : présentation de plusieurs présumés bandits dont ceux de la bande de Kabengele. « Kabengele est un bandit de grand chemin. Il a commis des meurtres, viols, vols à main armée. Il a été arrêté à l'ANR. Il s'est échappé en tuant le garde. Il est allé jusqu'en Tanzanie, on l'a repris là-bas, on l'a retourné ici. Il a été condamné, gardé à la 22^{ème} région militaire. Il a réussi aussi à fuir avec toute sa bande. Une vingtaine de bandits sont maîtrisés et leurs dossiers sont en train de passer devant l'auditorat militaire garnison de Lubumbashi. Il y a deux du groupe de Kabengele qui ont été repris dans ce groupe-là ».

Nord-Kivu : Jean Marc Chataigner appelle le M23 à déposer les armes. L'Ambassadeur de l'Union européenne en RDC a réitéré, le 29 avril à Goma, son appel aux rebelles du M23 à déposer les armes et à adhérer au processus de désarmement. Il a fait cette déclaration après une visite du camp des déplacés de Kanyarutshinya, dans le territoire de Nyiragongo. « Nous exhortons évidemment le Rwanda, à cesser tout support et tout appui aux M23. C'est la position constante de l'Union européenne depuis le mois de décembre dernier ».

Beni : 2 rebelles ADF arrêtés par les Fardc à Mangina, territoire d'Irumu à plus ou moins 20 km de Beni (Nord-Kivu). Il s'agit d'un Rwandais et d'un Congolais en provenance de Mandumbi, arrêtés alors qu'ils tentaient de s'infiltrer dans une mosquée de la place. L'armée appelle les populations de Mangina, Mandumbi, Mamove et Makusa à la vigilance et à dénoncer toute personne suspecte auprès des services de sécurité. Ces rebelles commettent diverses exactions contre les populations civiles. En décembre dernier, ils avaient tué 12 civils dans leur attaque perpétrée dans les localités d'Apakolu, Abulembi et Mangina Pori, dans le territoire d'Irumu (Ituri).

Kasaï-Oriental : les taximen motos divisés sur la taxe de la reconstruction de la province. Fixée à 1000 FC, cette taxe est recouvrée chaque jour par les agents de la Direction générale de recettes du Kasaï-Oriental, déployés pour contrôler des jetons. Accompagnés de policiers, ces recouvreurs érigent, entre 12h00 et 14h00, plusieurs barricades sur plusieurs artères de la ville de Mbuji-Mayi pour contrôler le paiement de cette taxe. « Hier, j'ai acheté 2 litres d'essence, j'ai bossé dur toute la journée jusqu'à 21 h, je me suis retrouvé avec 25 000 FC. J'ai payé la dette d'essence de 12 000 FC et 15 000 pour le propriétaire de la moto. Je n'ai pas versé la totalité, j'ai encore une dette à payer. Les enfants n'ont pas mangé, c'est pourquoi je n'apprécie pas ça », dit un taximan moto.

Djugu : 10 morts dans une double attaque des miliciens de la Codeco. La première embuscade de ces assaillants a été tendue aux villages Rule, Duvire, Wule et Dendron, où des habitants partis chercher des vivres aux champs ont été attaqués. Deux parmi ces paysans ont été abattus sur place. Ces miliciens ont enlevé les toitures de plusieurs maisons et emporté des produits de champs des victimes. A Dendron, trois autres paysans ont été abattus. Sur l'axe Dhrodro, un camion transportant de l'assistance aux déplacés de Rho a été complètement saccagé par ces hommes armés. Trois militaires qui escortaient ce véhicule sont morts, y compris le chauffeur du camion et son aide.

Beni : le bilan des ADF abattus par les FARDC à Apetinasana passe de 17 à 20. Le bilan des rebelles ADF neutralisés par les Fardc, samedi 29 avril, à Apetinasana, territoire de Beni (Nord-Kivu) est passé de 17 à 20.

Cela après que l'armée congolaise a découvert trois nouveaux corps ce dimanche matin dans la zone des combats ayant opposé cette semaine les Fardc appuyées par la Monusco aux ADF.

Jean-Marc Châtaigner : « **Les citoyens ne peuvent pas avoir confiance en leur Etat, s'il ne leur garantit pas la justice** ». L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, a indiqué, le 29 avril, lors de l'inauguration du nouveau bâtiment du palais de justice du Nord-Kivu, qu'aucun Etat dans le monde ne peut exister sans un grand service public de justice. Ce nouveau bâtiment du palais de justice, don de l'Union européenne est estimé à plus de 3 millions USD. Il est construit aux standards internationaux sur une superficie de plus de 6 000 m². Cette bâtisse de trois niveaux comprend selon l'architecte, 150 bureaux et 6 salles d'audiences entièrement équipés et climatisés. Le bâtiment est doté d'un groupe électrogène de secours d'une capacité de 115 KVA. Deux spacieux parkings, ornent l'extérieur de ce bâtiment avec trois entrées principales.

